



VOLUME 1

RAPPORT AU PARLEMENT SUR L'AIDE INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

2023-2024



Référence photographique de la page couverture : © UNICEF/UNI629988/Dejongh

This publication is also available in English under the title: *Report to Parliament on the Government of Canada's International Assistance 2023-2024*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

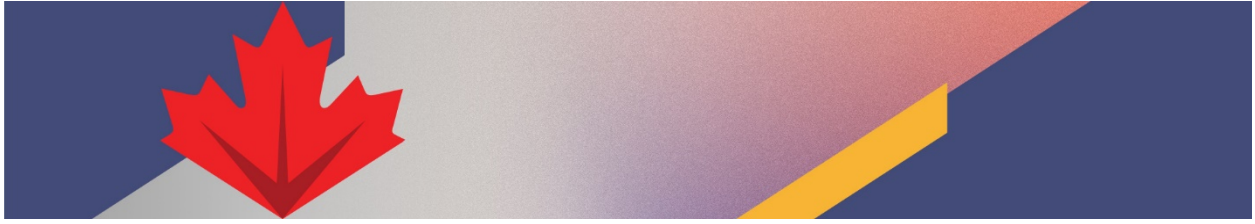
Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1 800 267-8376 (sans frais au Canada)
613 944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613 944-9136 (au Canada seulement).

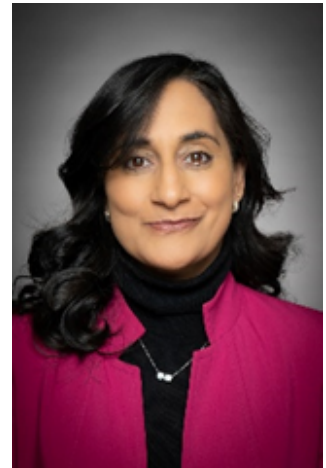
Site Web : <http://www.international.gc.ca>
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires étrangères et ministre pour le Développement international, 2025
N° de cat. FR2-28F-PDF



Message du secrétaire d'État pour le Développement international et de la ministre des Affaires étrangères

Nous avons le plaisir de présenter le *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2023-2024*. Ce rapport met en lumière les initiatives et les résultats obtenus par le Canada en matière d'aide internationale au cours de l'exercice 2023-2024.



En 2023-2024, le gouvernement du Canada a contribué à hauteur de 11,1 milliards de dollars dans l'aide internationale pour faire avancer les objectifs de développement, d'aide humanitaire, de paix et de sécurité à l'échelle mondiale. Cela comprend 2 milliards de dollars de prêts destinés à stabiliser l'Ukraine et près de 800 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires dans 134 pays.

L'aide internationale du Canada aide les pays en développement à relever des défis importants, y compris ceux qui ont une incidence sur nous tous. Le développement international est bénéfique pour la sécurité et la prospérité du Canada, car ce qui se passe à l'étranger – pauvreté, inégalités, conflits, catastrophes naturelles, maladies – a également des répercussions directes sur les Canadiens ici même, au pays.

Dans le cadre de cette aide, le gouvernement du Canada a coordonné ses efforts avec ceux d'autres nations, des organisations locales, ainsi que des organisations multilatérales et internationales et de la société civile canadienne.

Les programmes ont répondu aux besoins humanitaires immédiats dans le monde entier. Les investissements ont contribué à enrayer et à inverser la perte de biodiversité et à lutter contre les changements climatiques. Le gouvernement du Canada a contribué à des initiatives mondiales visant à soutenir l'égalité des genres, la sécurité alimentaire, l'éducation, la gouvernance inclusive, la paix et la santé mondiale afin d'atténuer l'augmentation des taux de pauvreté et la perte des gains en matière de développement à l'échelle mondiale.



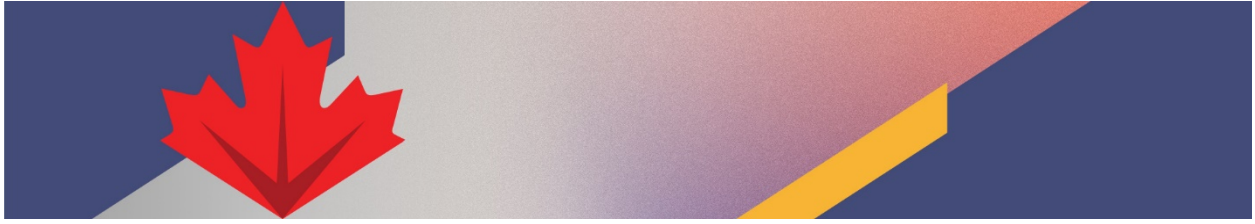
Le gouvernement du Canada reste déterminé à adopter une approche inclusive et fondée sur les droits de la personne en matière d'aide internationale, ainsi qu'à respecter les principes de transparence, de responsabilité, d'égalité et de non-discrimination et de l'établissement de partenariats inclusifs. Nous continuerons à travailler avec nos partenaires et nos alliés pour obtenir des résultats fondés sur l'empathie, l'égalité et le respect de la démocratie.

Nous aimerions profiter de cette occasion pour remercier tous nos partenaires, dont le travail et le dévouement ont contribué à faire progresser la paix, la prospérité et l'égalité en ces temps difficiles. Tout au long de cette période, leurs efforts constants ont permis de fournir une aide internationale efficace.

L'honorable Randeep Sarai
Secrétaire d'État pour le Développement international

L'honorable Anita Anand
Ministre des Affaires étrangères





Message du ministre des Finances et du Revenu national

Année après année, le Canada contribue à rendre le monde meilleur. Notre apport au développement international aide à réduire la pauvreté dans de nombreux pays et à répondre aux besoins de populations vulnérables. Les mesures prises par le Canada reposent sur un engagement ferme à l'égard du multilatéralisme et des principes généraux de bonne gouvernance. Nos investissements favorisent le développement économique durable et inclusif ainsi que la stabilité de l'économie à l'échelle mondiale.



Dans la dernière année, la communauté internationale, dont le Canada, a continué de prendre des mesures pour aider l'Ukraine à se défendre contre l'invasion injustifiée et illégale de son territoire par la Russie. Dans le cadre de l'engagement du Canada de fournir une aide financière de 2,4 milliards de dollars à l'Ukraine pour 2024, 2 milliards de dollars lui ont été accordés au cours de la période visée par le rapport, par l'intermédiaire du compte pour l'Ukraine administré par le Fonds monétaire international (FMI). Ce compte, dont le Canada s'est fait le champion, témoigne du soutien mondial apporté à l'Ukraine pour aider son gouvernement à maintenir ses activités et à fournir des services essentiels aux citoyens.

En outre, le Canada a travaillé en étroite collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à mettre au point les modalités d'une augmentation de capital de 4 milliards d'euros visant à fournir un soutien contenu à l'Ukraine dans ses efforts de reconstruction. Le Canada demeurera un fervent défenseur de l'Ukraine.

De plus, nous demeurons résolus à relever les défis mondiaux. Par exemple, durant la période visée par le rapport, le Canada et le FMI ont conclu une entente prévoyant un prêt supplémentaire de 700 millions de droits de tirage spéciaux (ce qui représente 1,3 milliard de dollars) au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, qui verse du financement concessionnel à des pays à faible revenu et à des pays vulnérables qui sont membres du FMI. Nous avons également pris l'engagement d'acheter 200 millions de dollars américains de fonds propres hybrides émis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement du Groupe de la Banque mondiale. Cette initiative permettra de mobiliser jusqu'à 1,6 milliard de dollars américains en capacité de prêt supplémentaire sur 10 ans. La Banque mondiale pourra ainsi accroître son incidence sur le développement tout en optimisant le rapport coût-efficacité. Les



investissements effectués par le Canada témoignent de sa détermination à soutenir les efforts déployés pour réduire la pauvreté et accroître la résilience économique à l'échelle mondiale, de même que pour lutter contre les changements climatiques.

Cet engagement sur la scène internationale a des retombées importantes à l'étranger, mais les Canadiennes et les Canadiens en bénéficient aussi. Une économie mondiale vigoureuse et stable contribue à la création d'emplois pour la population canadienne, favorise la stabilité des prix des biens et des services et rehausse notre niveau de vie.

L'année 2024 marquait le 80e anniversaire de la conférence de Bretton Woods, qui a donné lieu à la fondation de la Banque mondiale et du FMI. Cet ordre d'après-guerre fondé sur des règles a permis de maintenir la paix et s'est traduit par une plus grande prospérité et un rehaussement du niveau de vie dans le monde entier. Malgré la conjoncture mondiale incertaine, nous maintenons 80 ans plus tard notre engagement ferme en faveur du développement international et du respect du droit international. Cet engagement est essentiel à notre paix et à notre prospérité collectives.

Je suis heureux de présenter, de concert avec l'honorable Anita Anand, ministre des Affaires étrangères, et l'honorable Randeep Sarai, secrétaire d'État (Développement international), le *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2023-2024*.

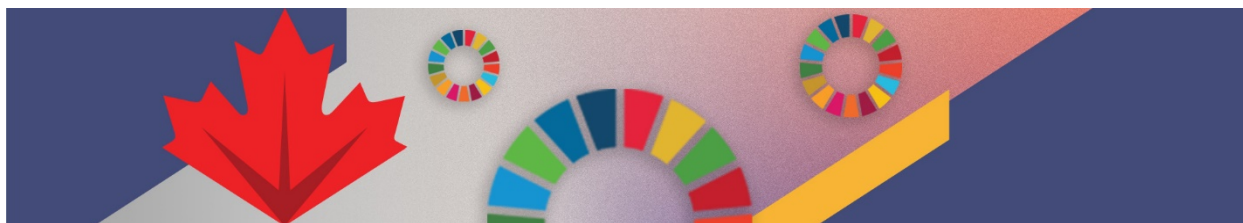
L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre des Finances et du Revenu national



Table des matières

Résumé	8
Décaissements du gouvernement du Canada au titre de l'aide internationale et de l'aide au développement officielle par organisation, 2023-2024	12
Résultats de l'aide internationale canadienne	15
Action humanitaire	15
Éducation	19
Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles	24
Santé mondiale et nutrition	30
Croissance économique inclusive	36
Climat et environnement	40
Gouvernance inclusive	48
Paix et sécurité	55





Résumé

Le rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada met en évidence les incidences de nos efforts en matière d'aide internationale au cours de la dernière année, incluant les efforts collectifs d'Affaires mondiales Canada et de 21 autres ministères fédéraux. Le gouvernement du Canada est reconnaissant de la collaboration, du dévouement et des services inébranlables de tous ses partenaires qui acheminent cette aide, en particulier ceux qui travaillent dans des situations de conflit.

En 2023-2024, les ministères et organismes fédéraux du Canada ont décaissé 11,1 milliards de dollars pour réaliser plus de 3 000 projets. Le présent rapport donne des exemples de résultats obtenus dans les domaines suivants : l'action humanitaire, l'éducation, l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, la santé et la nutrition dans le monde, la croissance économique inclusive, le climat et l'environnement, la gouvernance inclusive et la paix et la sécurité.

Vous pouvez trouver plus d'informations sur les résultats des projets d'aide internationale du gouvernement sur la page Web du [Navigateur de la banque de projets](#). Pour obtenir les derniers rapports d'évaluation sur l'aide au développement international du Canada, nous vous invitons à consulter la page d'Affaires mondiales Canada sur l'[Évaluation des programmes et des projets](#).

Travailler avec nos partenaires pour construire un monde meilleur

En tant que membre fondateur de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada fournit de l'aide publique au développement à des pays en développement depuis plus de 50 ans. En 2023, l'aide publique au développement offerte par les membres de l'OCDE a atteint un niveau record de plus de 223 milliards de dollars américains. Le Canada a été le 6^e plus grand donateur, avec une contribution d'environ 8 milliards de dollars américains. Ce financement s'est adapté à l'évolution du paysage mondial du développement pour tenir compte du nombre croissant de conflits, des tensions géopolitiques de plus en plus tendues, de l'aggravation des effets du climat, et pour atténuer la perte des gains réalisés au chapitre du développement.

En 2023-2024, l'aide internationale fédérale du Canada est restée conforme aux accords mondiaux sur l'efficacité de l'aide. Cela signifie que l'aide du Canada cadre avec les priorités mondiales, qu'elle met l'accent sur la prise en main par les pays et qu'elle vise avant tout l'obtention de



résultats, l'établissement de partenariats inclusifs, la transparence et la responsabilité mutuelle. Nos efforts ont soutenu le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a maintenant dépassé la moitié de son parcours. Malgré de récents contretemps, le gouvernement du Canada reste déterminé à atteindre les objectifs de développement durable.

En 2023-2024, le gouvernement canadien a joué un rôle important pour promouvoir la paix, la sécurité et la gouvernance dans le monde grâce à son éventail de programmes d'aide internationale. Parmi ceux-ci, notons le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité et le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, qui contribuent à la prévention des conflits et au déminage et qui permettent d'offrir une aide directe aux populations touchées par les conflits dans des régions comme le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne et l'Europe de l'Est. En collaborant avec d'autres organismes gouvernementaux, le gouvernement du Canada contribue à renforcer les capacités locales et régionales, à contrer les menaces et à soutenir la stabilité et la démocratie dans le monde.

Les catastrophes naturelles étant de plus en plus fréquentes en raison des changements climatiques, le gouvernement du Canada soutient activement les personnes les plus touchées. L'année dernière, plus de 7,7 millions de personnes ont tiré profit d'initiatives d'adaptation aux changements climatiques financées par le gouvernement canadien. Pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques et la perte de biodiversité, le gouvernement a accueilli la septième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en août 2023. Lors de cette assemblée, le gouvernement a annoncé qu'il s'engageait à verser 241,8 millions de dollars dans le cadre de la huitième reconstitution du FEM (2022-2026) pour favoriser la réalisation d'investissements pouvant générer des incidences importantes et produire des résultats environnementaux importants à l'échelle mondiale. Cet engagement a permis au FEM d'être en bonne voie pour atteindre ses 10 objectifs en matière de résultats environnementaux. Dans le cadre d'efforts coordonnés, le gouvernement du Canada a aidé à lancer le Fonds-cadre mondial pour la biodiversité afin de renforcer la gestion, la planification et la gouvernance de la biodiversité.

Répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables

Ces dernières années, le nombre de conflits et de catastrophes naturelles dans le monde a augmenté de plus de 80 %, ce qui a considérablement élargi la portée, l'ampleur et la complexité des besoins humanitaires. En effet, les conflits récents et ceux qui se déroulent toujours à Gaza, en Haïti, au Liban, au Soudan et en Ukraine ont été dévastateurs et ont eu de graves répercussions sur les populations et les infrastructures.

Pour répondre à ces besoins sans précédent, le gouvernement canadien a fourni de l'aide humanitaire en réponse aux conflits qui sévissent dans le monde. En 2024, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le Canada s'est classé au 13^e rang des plus grands donateurs d'aide humanitaire au monde. Le gouvernement du Canada a



versé environ 800 millions de dollars d'aide humanitaire en 2023-2024, principalement par l'intermédiaire des partenaires de l'ONU, des organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes et internationales et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ce soutien financier a permis d'aider et de protéger plus de 19 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde.

Promouvoir l'égalité des genres et les droits des femmes et des filles

Protéger les droits des femmes et des filles et renforcer leur pouvoir pour qu'elles deviennent des agentes de changement sont restés des objectifs prioritaires tout au long de l'exercice 2023-2024. La quasi-totalité de l'aide bilatérale au développement international du Canada a visé l'intégration des considérations liées à l'égalité des genres. Le gouvernement du Canada a continué à respecter son [Engagement de 10 ans](#) pour faire progresser la santé et les droits des femmes et des filles dans le monde. En 2023-2024, dans le cadre de l'Engagement de 10 ans, le gouvernement a fourni plus de 1,48 milliard de dollars à des initiatives de santé mondiale, dont 702 millions de dollars à des projets qui font progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Le gouvernement a continué d'appuyer des organisations de défense des droits des femmes, dont la voix est de plus en plus étouffée et l'accès aux ressources restreint. Pour y remédier, le gouvernement du Canada a soutenu plus de 3 000 de ces organisations dans le monde l'année dernière, notamment par l'intermédiaire du Programme Voix et leadership des femmes et du Fonds Égalité. Ce soutien a contribué à renforcer la capacité des organisations de défense des droits des femmes dans les pays en développement à se réunir pour prendre des mesures relativement à une gamme de sujets, notamment la violence fondée sur le genre, le renforcement du pouvoir économique et la participation à la vie politique.

Le gouvernement du Canada reste également déterminé à faire en sorte que les populations du monde entier, incluant les femmes et les jeunes filles, puissent profiter d'un accès égal à une éducation de qualité. En 2023-2024, le soutien du Canada au Partenariat mondial pour l'éducation a permis à 120 millions d'étudiants dans le monde d'accéder à l'éducation. Ce soutien a permis à 481 000 enseignants de recevoir une formation essentielle, et de rénover ou construire plus de 6 700 salles de classe. Le gouvernement canadien a poursuivi la mise en œuvre de son engagement de 100 millions de dollars pour lutter contre les inégalités liées aux soins non rémunérés et rémunérés. Cette initiative contribue à transformer les normes sociales dans les pays à revenu faible ou intermédiaire d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est.

Améliorer l'acheminement de l'aide aux partenaires

Bien que les efforts déployés par le Canada en 2023-2024 dans le domaine du développement international aient contribué à améliorer le sort de millions de personnes, il reste encore du travail à faire. Pour concrétiser la vision du Canada d'un monde plus sûr et plus prospère pour tous, il est essentiel de poursuivre la collaboration avec les partenaires canadiens et internationaux dans le monde entier. Le gouvernement du Canada s'emploie à améliorer l'acheminement de l'aide à ses



partenaires. En septembre 2023, il a lancé l'[Initiative de transformation des subventions et des contributions](#) afin d'améliorer la collaboration avec nos partenaires de mise en œuvre. Cette initiative vise à réduire le fardeau administratif et à améliorer leur accès au financement.

Pour plus d'informations sur l'accès au financement de l'aide internationale du Canada, nous vous invitons à visiter la page Web consacrée au [financement canadien d'initiatives internationales](#).





Référence photographique : © UNICEF/UNI701277/Rasnat, Bangladesh, 2024

Décaissements du gouvernement du Canada au titre de l'aide internationale et de l'aide au développement officielle par organisation, 2023-2024

Le gouvernement du Canada a déboursé 11,1 milliards de dollars d'aide internationale en 2023-2024. Dans ce rapport, l'aide internationale désigne toute ressource financière consentie et toute activité fournie par le gouvernement fédéral canadien pour contribuer aux efforts de développement menés dans d'autres pays, principalement dans les pays en développement, mais qui exclue la capitalisation de FinDev Canada. Dans le cadre d'autres rapports, le terme « aide internationale » peut désigner l'aide fournie par tous les ordres de gouvernement (fédéral, provincial, territorial et municipal) et inclure FinDev Canada.

Une fois alloués, les fonds admissibles sont déclarés par le gouvernement au Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE) en tant qu'aide publique au développement. Pour être considéré comme de l'aide publique au développement, le financement doit être administré avec pour objectif principal la promotion du développement économique et du bien-être des pays en développement. L'aide publique au développement a représenté 81 % de ces 11,1 milliards de dollars, soit 9 milliards de dollars.

Vous trouverez ci-dessous la liste des efforts d'aide internationale menés par le Canada en 2023-2024, classés par ministère fédéraux. Le rapport statistique annuel du gouvernement sur l'aide internationale contient de plus amples informations sur l'aide internationale et les dépenses d'aide publique au développement (APD) fournies par tous les ordres de gouvernement.

Montant versé (en millions de dollars) par chacune des 21 organisations fédérales :

Aide internationale canadienne 2023-2024				
Ministère/source	Aide internationale	dont		
		Programmes financés par l'enveloppe de l'aide internationale (EAI)	ADO : LRADO	APD : CAD de l'OCDE*
Ministères faisant rapport en vertu de la <i>Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle</i> (LRADO)				



Affaires mondiales Canada	6 009,72	5 954,33	5 167,41	5 167,41
Ministère des Finances Canada**	2 595,74	2 595,74	1 320,24	1 320,24
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada***	2 138,56	1,50	2 138,56	2 138,56
Centre de recherches pour le développement international	176,19	176,19	176,19	176,19
Environnement et Changement climatique Canada	59,52	53,04	59,28	59,28
Agence de la santé publique du Canada	51,79	-	51,79	51,79
Gendarmerie royale du Canada	20,36	20,36	18,78	18,78
Ministère de la Défense nationale	19,08	-	19,08	19,08
Instituts de recherche en santé du Canada	13,81	-	13,81	13,81
Emploi et Développement social Canada – Programme du travail	11,39	-	11,39	11,39
Ressources naturelles Canada	9,36	9,36	9,36	9,36
Agence du revenu du Canada	6,06	-	6,06	6,06
Parcs Canada	0,93	-	0,93	0,93
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	0,93	-	0,93	0,93
Postes Canada – Union postale universelle	0,42	-	0,42	0,42
Statistique Canada	0,31	-	0,31	0,31
Agence spatiale canadienne	0,04	-	0,04	0,04
Musée canadien de la nature	0,01	-	0,01	0,01
Ministère de la Justice	0,01	-	0,01	0,01
Commission de la fonction publique du Canada	0,01	-	0,01	0,01
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,00	-	0,00	0,00
Services reçus gratuitement par Affaires mondiales Canada	28,54	11,04	28,54	28,54
Total partiel – Ministères faisant	11 142,81	8 821,57	9 023,17	9 023,17



rapport en vertu de la LRADO.				
Pourcentage de l'aide internationale		79 %	81 %	81 %
Autres ministères ou sources				
FinDev Canada	650,00	-	-	650,00
Coût pour les réfugiés au Canada (1^{re} année) – provinces et territoires	454,25	-	-	454,25
Provinces, territoires et municipalités	45,54			45,54
Total partiel – Autres ministères ou sources	1 149,78	-	-	1 149,78
Total	12 292,60	8 821,57	9 023,17	10 172,96
Pourcentage du total de l'aide internationale		72 %	73 %	83 %

* CAD de l'OCDE : Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les chiffres de la colonne « APD : CAD de l'OCDE » sont présentés en fonction de l'exercice en dollars canadiens afin de pouvoir comparer les rapports établis en vertu de la LRADO avec les données déclarées au CAD de l'OCDE. Dans les rapports qu'il présente au CAD de l'OCDE, le Canada déclare ses chiffres en fonction de l'année civile en dollars américains. Ils figurent dans ce tableau à titre indicatif seulement. La LRADO prévoit que les ministères doivent faire état de leurs décaissements bruts, tandis que le CAD de l'OCDE fait état des décaissements sur la base de l'équivalent-subvention. Les remboursements de prêts sont inscrits au tableau A à titre indicatif.

** En 2023-2024, le ministère des Finances du Canada a accordé une aide sous forme de prêt de 2 milliards de dollars à l'Ukraine pour l'aider à répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements et à soutenir sa stabilité macroéconomique. Conformément aux lignes directrices du CAD de l'OCDE en matière d'établissement de rapports, seul l'équivalent-subvention de ces prêts est déclaré comme ADO dans le cadre de la LRADO et de l'OCDE.

*** Inclut les coûts pour les réfugiés au Canada (première année) et d'autres projets. Conformément aux lignes directrices du CAD de l'OCDE, la première année de l'aide fédérale et provinciale aux réfugiés doit être déclarée comme ADO. L'augmentation pour l'exercice 2023-2024 est principalement le résultat de mesures spéciales de soutien aux Afghans et à l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine.

**** Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions de dollars canadiens et les valeurs sous 5 000 dollars sont affichées à 0,00.



Résultats de l'aide internationale canadienne



Référence photographique : © Fonds humanitaire pour le Myanmar, Myanmar, 2024

Action humanitaire

Selon l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2024, une personne sur 73 dans le monde a été déplacée de force et 311 millions de personnes ont eu besoin d'une aide et d'une protection essentielles à leur survie. Le gouvernement canadien continue à jouer un rôle de premier plan dans le système humanitaire international, en fournissant une aide humanitaire opportune, fondée sur les besoins, favorisant l'égalité des genres et prévisible, là où elle est la plus nécessaire. Au cours de l'année civile 2024, face à l'augmentation des besoins humanitaires mondiaux, le Canada était le 13^e plus grand donateur d'aide humanitaire (en anglais seulement) selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

Les programmes humanitaires du Canada visent à **atténuer les souffrances, à préserver la dignité humaine et à sauver des vies dans des populations touchées par des crises humanitaires**. Pour ce faire, le gouvernement du Canada a concentré ses efforts sur l'obtention des résultats attendus suivants :

- accès et recours accrus à une aide humanitaire et à une protection fondés sur des principes et tenant compte des sexospécificités pour les populations touchées par les crises;
- amélioration de l'efficacité, de l'efficience et de la prise en compte de la dimension du genre dans l'aide humanitaire et la protection par les acteurs humanitaires.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi près de 800 millions de dollars dans ce champ d'action, dont la totalité est considérée comme de l'aide au développement officielle. Cette aide a principalement été acheminée par l'intermédiaire de partenaires des Nations Unies, d'ONG canadiennes et internationales et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, afin de répondre aux besoins humanitaires dans 134 pays en 2023-2024. La section suivante contient des exemples des résultats combinés obtenus dans le cadre de plusieurs initiatives dans ce champ d'action.



Point de mire sur les réussites

Permettre aux populations touchées par des crises d'avoir un meilleur accès à une aide humanitaire et à une protection fondées sur des principes et tenant compte des sexospécificités, et d'y recourir davantage

Avec le soutien du Canada et d'autres donateurs, les partenaires ont apporté une aide humanitaire vitale et une protection à des personnes touchées par les conflits et les catastrophes naturelles. Par exemple, le Programme alimentaire mondial a aidé 152 millions de personnes (dont 80,1 millions de femmes et de filles) au cours de l'année civile 2023. Cette aide a été fournie par le biais d'une aide alimentaire directe et de transferts monétaires, contribuant ainsi à traiter et prévenir la malnutrition et la famine. En outre, le financement du gouvernement a permis à des partenaires de premier ordre comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'offrir une aide et une protection à plus de 19 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en 2023.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a alloué plus de 105 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires découlant de la crise à Gaza et en Cisjordanie. Ces fonds ont permis aux partenaires de répondre aux besoins urgents, en aidant 2,2 millions de Palestiniens à Gaza et 500 000 personnes en Cisjordanie. Cette aide a permis d'acheminer des fournitures et des services essentiels et vitaux, comme de la nourriture, de l'eau, des soins de santé et des services de protection d'urgence, y compris un soutien aux victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre. Elle a contribué à la création d'un hôpital de campagne à Rafah et a permis à la Croix-Rouge canadienne d'envoyer du matériel chirurgical, des médicaments, du matériel de diagnostic et du personnel. Grâce au Fonds de contrepartie de la Coalition humanitaire, les ONG canadiennes ont pu tirer profit de la générosité de la population canadienne pour apporter une aide vitale aux civils en situation d'urgence. Cette aide a compris de l'aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence, des transferts monétaires pour usages multiples et des services de protection de l'enfance. Les ONG ont également fourni des abris, de l'eau, des installations sanitaires, des services de santé et des services médicaux.

Au cours de l'année civile 2023, le gouvernement du Canada a collaboré avec des partenaires comme Médecins Sans Frontières (MSF) pour répondre aux besoins sanitaires essentiels des populations vulnérables et touchées par une crise. Cela a permis à MSF de mener plus de 2,2 millions de consultations de santé primaire et de fournir des soins de santé sexuelle et reproductive vitaux à environ 70 000 patients dans 8 pays. L'organisation a également soutenu 128 établissements de santé dans des communautés mal desservies, éloignées et difficiles d'accès. Par exemple, en réponse à l'intensification du conflit au Soudan en 2023, MSF a rapidement déployé un hôpital de campagne modulaire. Cet hôpital a fourni des soins médicaux à plus de 189 000 réfugiés. Au Bangladesh, MSF a été l'un des principaux fournisseurs à offrir des services de santé complets aux réfugiés rohingyas dans deux hôpitaux comptant au total 172 lits.



En 2023-2024, le gouvernement du Canada a continué de fournir des fournitures médicales d'urgence aux pays qui en avaient besoin par l'intermédiaire de la [Réserve nationale stratégique d'urgence](#) de l'Agence de la santé publique du Canada. Cette réserve offre une capacité de pointe aux provinces et territoires canadiens en cas d'urgence de santé publique et à d'autres pays lorsqu'il y a des surplus. Par exemple, en 2023-2024, la Réserve nationale stratégique d'urgence a fait don des fournitures suivantes pour soutenir l'Ukraine :

- 180 respirateurs excédentaires à la Maple Hope Foundation;
- 100 respirateurs excédentaires à la Fondation Canada-Ukraine;
- 8 240 unités de fournitures à usage unique associées à des respirateurs, comme des circuits respiratoires, des tubes d'aspiration ou des cartouches de ventilateur, livrées par l'intermédiaire du ministère de la Défense nationale.

Dans le cadre de la contribution du Canada à la résolution des crises mondiales de réfugiés, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a continué à réinstaller des ressortissants afghans en 2023-2024. À ce jour, le Canada a accueilli plus de 54 000 Afghans depuis la chute de Kaboul, dépassant ainsi son engagement d'accueillir 40 000 personnes. Plus de la moitié d'entre eux étaient des personnes qui avaient participé de près à la mission du Canada en Afghanistan, ainsi que leurs familles. Le Canada a également accueilli d'autres groupes vulnérables et à risque, notamment les femmes dirigeantes, les défenseurs des droits de la personne, les groupes ethniques et religieux persécutés, les journalistes et les membres des communautés 2ELGBTQI+. Bien que les inscriptions soient désormais closes, le gouvernement du Canada continue de traiter en priorité les demandes admissibles reçues dans le cadre de ces mesures spéciales.

Améliorer l'efficacité, l'efficience et la prise en compte de la dimension du genre dans l'aide humanitaire et la protection par les acteurs humanitaires

Le gouvernement du Canada a contribué à hauteur de 73,9 millions de dollars (pour la période 2023-2025) aux Fonds de financement communs pour les pays de l'ONU pour favoriser une action humanitaire mieux coordonnée et plus efficace, ainsi que des interventions plus localisées et plus inclusives. Grâce à ces fonds, le gouvernement du Canada a permis à des organisations locales de fournir une aide vitale adaptée aux besoins précis de leurs communautés, souvent dans des zones difficiles d'accès ou touchées par une crise. Par exemple, les fonds ont fourni un total de 429 millions de dollars américains en 2023, dont 39 % ont directement profité aux partenaires locaux. En tant que 8^e donateur, le gouvernement canadien a réaffirmé son engagement en faveur d'une action humanitaire menée au niveau local. Ce financement a notamment permis de faciliter l'aide d'urgence dans des régions aux besoins élevés et difficiles d'accès comme le Yémen, la Syrie et la République démocratique du Congo, en se concentrant sur des domaines essentiels comme la sécurité alimentaire, la santé et la protection.

En tant que membre fondateur de la [Charte internationale : « Espace et catastrophes majeures »](#), l'Agence spatiale canadienne (ASC) collabore avec des agences spatiales du monde entier afin d'appuyer les opérations de secours en cas de catastrophe, sans frais pour les intervenants en



situation d'urgence. Lorsque la Charte est activée (c'est-à-dire lorsqu'un pays demande des données satellitaires d'urgence), le Canada fournit des données précieuses provenant de la Mission de la Constellation RADARSAT (MCR) et de RADARSAT-2 afin d'appuyer les efforts d'intervention en cas de catastrophes. Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024, l'ASC a fourni des données satellitaires pour 44 activations, ce qui représente 80 % de toutes les activations de la Charte.

De plus, depuis avril 2022, l'ASC fournit régulièrement des images à l'Agence spatiale nationale ukrainienne afin de soutenir la gestion des terres agricoles dans le contexte de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : La dignité humaine \(Action humanitaire tenant compte des genres\)](#)

Exemples de projets mis en évidence dans cette section

- [Coordination des réponses humanitaires par BCAH \(fonds collectifs en fonction des pays\) – 2023-2024](#)
- [Comité international de la Croix-Rouge – Afrique occidentale et centrale – CAP 2023 à 2024](#)
- [Fonds de contrepartie pour l'Afrique de l'Est 2023 – Coalition Humanitaire](#)
- [Crise à Gaza – Réponse humanitaire régionale – Comité international de la Croix-Rouge](#)
- [Déploiement d'équipes de réponse aux urgences en soins primaires – Croix-Rouge canadienne](#)
- [UNFPA – Assistance humanitaire en matière de santé sexuelle et reproductive en Afrique subsaharienne](#)
- [Gaza – Appel éclair inter-agences – Programme alimentaire mondial](#)
- [Bangladesh – Réponse à l'insécurité alimentaire – PAM](#)
- [L'agence des Nations Unies pour les réfugiés – Global Multi-Country](#)

Histoire de changement

[L'utilisation de la technologie pour mieux répondre aux catastrophes naturelles](#)





Référence photographique : © UNICEF/UNI666369/Rasnat, Bangladesh, 2024

Éducation

L'éducation constitue un droit de la personne, un moyen de construire des sociétés pacifiques et justes, et un catalyseur pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cependant, les obstacles à l'accès à une éducation de qualité persistent, en particulier pour les femmes et les filles, les réfugiés et les personnes en situation de crise, de fragilité et de conflit.

Selon le [Rapport mondial de suivi sur l'éducation](#), 251 millions d'enfants ne sont actuellement pas scolarisés dans le monde, et beaucoup de ceux qui sont laissés pour compte sont les plus difficiles à atteindre. Les conflits et les urgences climatiques et sanitaires ont annulé une grande partie des gains réalisés ces dernières années dans le domaine de l'éducation. Pour de nombreux enfants qui restent à l'école, les faibles niveaux d'apprentissage se sont aggravés en raison de la pandémie de COVID-19. En fait, dans certains pays d'Afrique subsaharienne, seul un élève sur dix termine l'école primaire en sachant lire ou faire des mathématiques de base.

L'aide internationale investie par le Canada dans ce champ d'action vise à favoriser l'établissement d'un monde où chaque enfant peut accéder à une éducation de qualité dans un environnement sûr, sécurisé et respectueux. Notre travail en matière de politique et d'élaboration de programmes dans ce champ d'action vise à contribuer à **l'amélioration de l'égalité des résultats d'apprentissage pour les filles et les garçons et de l'égalité d'employabilité des jeunes, des femmes et des hommes, en particulier pour les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisés, dans les pays en développement, les situations de conflit et de fragilité et les contextes humanitaires** où le gouvernement du Canada est présent. Pour ce faire, le gouvernement soutient des partenaires canadiens et des organisations multilatérales qui ont une portée mondiale pour obtenir des résultats efficaces et promouvoir des opportunités d'éducation dont tous peuvent profiter. Le gouvernement investit dans plusieurs projets et initiatives dans les pays partenaires qui visent à obtenir des résultats dans les domaines suivants :

- améliorer les systèmes d'éducation de qualité tenant compte de l'égalité des genres;
- améliorer l'accès à un développement des compétences de qualité, axé sur la demande et tenant compte des sexospécificités;
- améliorer l'éducation de qualité et le développement des compétences dans les États fragiles et touchés par des conflits, en tenant compte de la dimension du genre.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi environ 493 millions de dollars dans ce champ d'action, dont la grande majorité est considérée comme de l'aide au développement officielle. Notre



programme d'éducation a soutenu 134 pays en 2023-2024. La section suivante donne des exemples de projets et de leurs incidences dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Améliorer les systèmes d'éducation de qualité tenant compte de l'égalité des genres

En Jordanie, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation, ce sont 96 000 éducateurs et enseignants (gouvernement de Jordanie, plus de 75 millions de dollars, 2018-2023) qui ont pu profiter d'un soutien au perfectionnement professionnel, dont près de 63 % étaient des femmes. Cette [initiative](#) favorise des résultats pour une éducation de qualité et a contribué à une augmentation de 14 % des inscriptions d'étudiants et à une augmentation de près de 60 % du nombre d'étudiants inscrits en 12^e année. En outre, les taux d'achèvement des études secondaires ont augmenté de 21 %, et l'augmentation a été plus importante chez les filles.

Le soutien offert par le gouvernement à la Jordanie dans le domaine de l'éducation améliore également l'accès à l'éducation formelle et non formelle, inclusive et équitable (gouvernement de Jordanie, 5 millions de dollars, 2021-2023). Cette [initiative](#) a aidé tout particulièrement les enfants syriens et les autres enfants réfugiés (Irakiens, Soudanais, Somaliens, Yéménites), ainsi que les enfants en situation de handicap, en payant leurs droits de scolarité et en leur fournissant des manuels scolaires et d'autres mesures d'aide nécessaires, comme des moyens de transport et des aides à l'apprentissage. En 2023-2024, le projet a dépassé ses objectifs en aidant près de 152 000 enfants syriens et plus de 3 000 autres enfants réfugiés. En outre, l'initiative a offert des possibilités d'éducation non formelle, y compris des programmes de rattrapage et de lutte contre l'abandon, pour lesquels les taux d'inscription et de réussite ont été élevés. Par exemple, 1 484 élèves (42 % de filles) ont participé au programme de rattrapage et 4 020 élèves (56 % de filles) ont rejoint le programme destiné à lutter contre l'abandon scolaire. Ces résultats témoignent de la volonté des réfugiés non scolarisés et des élèves vulnérables à poursuivre leurs études et à réintégrer le système formel. Le projet s'est également concentré sur l'amélioration de la qualité de l'éducation par les mesures suivantes :

- former les enseignants à l'apprentissage social et émotionnel;
- améliorer l'accès aux services de conseil;
- améliorer les compétences des enseignants en matière d'apprentissage en ligne;
- embaucher 122 nouveaux mobilisateurs communautaires dans les 42 directions.

Au Mozambique, le gouvernement du Canada a contribué à l'amélioration des systèmes éducatifs en soutenant un [projet](#) qui a permis d'améliorer les processus d'apprentissage et les résultats scolaires des enfants dans 62 écoles primaires en 2023-2024 (Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement, plus de 16,8 millions de dollars, 2015-2024). Les enseignants ont été formés dans quatre instituts de formation des enseignants dans les provinces de Maputo, Tete, Cabo Delgado et Niassa. Plus particulièrement, le projet a permis :



- de doter les enseignants en formation de méthodes d'enseignement interactives et tenant compte de la spécificité des genres;
- d'offrir aux directeurs d'école et aux membres des conseils d'école de la formation sur leurs rôles, leurs responsabilités et les problèmes liés à l'égalité des genres;
- de produire et de distribuer des manuels pédagogiques;
- d'aider le ministère de l'Éducation à mettre en œuvre sa stratégie en matière d'égalité des genres dans les domaines de la formation des enseignants et des écoles primaires;
- de promouvoir les compétences nécessaires à la vie courante, l'éducation des filles et la sensibilisation et la prévention des mariages d'enfants et de la violence fondée sur le genre.

Dans l'ensemble, ces efforts ont contribué à améliorer la disponibilité d'une éducation accessible, sûre, de qualité et favorisant l'égalité des genres, en particulier pour les filles, du niveau préprimaire au niveau secondaire. L'année dernière, le projet a permis à plus de 4 500 élèves-enseignants, dont la moitié étaient des femmes, d'obtenir leur diplôme. En outre, les 38 instituts de formation des enseignants du pays ont reçu des manuels pédagogiques favorisant l'égalité des genres, également publiés en ligne, afin d'assurer un accès plus large et la continuité de l'enseignement.

Améliorer l'accès à un perfectionnement des compétences de qualité, axé sur la demande et tenant compte des sexospécificités

Dans le district de Chittagong Hill Tracts au Bangladesh, un [projet](#) financé par le Canada visait à améliorer considérablement les résultats d'apprentissage et l'employabilité des filles, des adolescentes et des femmes autochtones et bengalies vulnérables et à faible revenu, y compris les personnes en situation de handicap (BRAC, 5 millions de dollars, 2020-2024). Au cours des quatre années qu'a duré ce projet, près de 1 000 enseignants ont bénéficié d'une formation par matière, ce qui leur a permis de mieux répondre aux besoins des élèves en difficulté et de dispenser un enseignement de meilleure qualité. Les résultats scolaires se sont améliorés de 52 % dans les écoles primaires publiques et de 50 % dans les écoles secondaires non publiques au cours du projet, tandis que 77 % des enseignants des écoles primaires publiques et 61 % des enseignants des écoles secondaires sont désormais en mesure de nommer au moins trois façons dont leur style d'enseignement ou de direction a changé. Le projet a permis à 881 jeunes femmes sur 889 d'obtenir un diplôme de formation professionnelle. En outre, 45 des 73 apprenantes en situation de handicap ont achevé leur formation.

Au Sénégal, le gouvernement du Canada soutient un [projet](#) qui contribue au renforcement du pouvoir des femmes vulnérables et marginalisées en augmentant leur participation active à l'économie et au développement de leur communauté (Collèges et instituts Canada, 18 millions de dollars, 2020-2026). Ce résultat a été obtenu :

- grâce à l'élaboration d'une formation professionnelle sur mesure;
- en aidant des femmes à créer des entreprises;
- en offrant à des fonctionnaires des ministères de la formation sur l'égalité des genres et la promotion du rôle des femmes dans les sphères économiques et sociales.



En mars 2024, les responsables du projet ont collaboré avec le gouvernement sénégalais pour mettre en place 23 centres d'emploi et d'entrepreneuriat qui servent de guichets uniques pour sélectionner les participants et les placer dans des écoles techniques. Ces centres ont offert une gamme de services, comme la fourniture d'informations sur le financement des projets et les bourses d'études, la formation de personnes-ressources en égalité des genres et la sélection de 713 femmes en vue d'une certification dans 22 métiers dans des domaines comme l'électricité, l'installation de panneaux solaires et l'élevage d'animaux.

Améliorer l'éducation de qualité et le développement des compétences dans les États fragiles et touchés par des conflits, en tenant compte de la dimension du genre

En Colombie, en Équateur et au Pérou, le gouvernement du Canada a favorisé la création de possibilités d'éducation dans le cadre d'un [projet](#) qui a permis d'améliorer la qualité de l'éducation et le développement des compétences des enfants en situation de conflit et d'instabilité (UNICEF, 9 millions de dollars, 2022-2024). En deux ans, le projet a permis d'inscrire dans des écoles près de 793 000 enfants vénézuéliens, déplacés et issus des communautés d'accueil dans les trois pays. Les partenaires ont collaboré avec les ministères de l'Éducation, de la Santé, de la Justice et des Services sociaux pour améliorer l'aiguillage des enfants vers des services spécialisés, tels que des soins de santé mentale et des services de protection de l'enfance. Près de 21 000 enfants ont reçu des services de santé mentale et de soutien psychosocial au cours du projet, et 900 autres ont pu accéder à des services de protection de l'enfance. En outre, plus de 4 000 responsables de l'éducation, dont une majorité de femmes, ont été formés au sujet de la prestation de services éducatifs de qualité, inclusifs et favorisant l'égalité des genres. Le projet a renforcé la coopération régionale, ce qui a permis l'élaboration de cadres coordonnés. Ces cadres servent à assurer une meilleure intégration des enfants vénézuéliens et des autres enfants migrants en transit dans la région andine.

En Somalie, un [projet](#) a permis d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les groupes marginalisés et vulnérables, notamment les filles nomades, les filles en situation de handicap et celles touchées par le conflit (CARE Canada, plus de 11 millions de dollars, 2020-2023). Les activités du projet ont amélioré l'accès à une éducation sûre, de qualité et favorisant l'égalité des genres, même dans des contextes humanitaires difficiles. En mars 2023, le projet avait permis de remettre en état 48 salles de classe et de mener des campagnes d'inscription qui ont rejoint des milliers de familles. Il a permis d'octroyer des bourses à près de 3 000 jeunes filles, dont 32 ayant des besoins particuliers, ce qui leur a permis de continuer de pouvoir recevoir une éducation malgré l'instabilité persistante dans le pays. Il a également favorisé la fréquentation des salles de classe et soutenu l'éducation des filles et des personnes en situation de handicap en :

- fournissant des troussees sanitaires à près de 3 500 jeunes filles;
- distribuant des uniformes à 800 filles;
- sensibilisant 70 communautés à l'hygiène menstruelle;
- offrant du soutien à un peu plus de 1 000 enfants en situation de handicap.



Le projet a également permis de créer des environnements d'apprentissage plus sûrs en maintenant l'approvisionnement en eau de 14 écoles dans l'État somalien du Jubaland. Cet effort a permis d'atténuer les répercussions continues de la sécheresse.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : Dignité humaine \(éducation\)](#)

Histoire de changement

[L'histoire d'Adelle](#)





Référence photographique : © K4DM/SPP, Thaïlande, 2023

Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles

Le gouvernement du Canada reste déterminé à protéger et à faire progresser l'égalité entre les genres et à donner aux femmes et aux filles les moyens d'agir. Ce travail est de plus en plus important avec le nombre croissant de conflits et de crises dans le monde, qui ont amplifié les inégalités entre les genres et exacerbé la violence sexuelle et fondée sur le genre. Des mouvements coordonnés menacent de faire reculer les droits des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQI+, y compris les lois et les politiques qui soutiennent l'égalité des genres.

La Politique d'aide internationale du Canada et les programmes réalisés dans ce champ d'action visent à contribuer à **une meilleure jouissance des droits fondamentaux des femmes et des filles, et à l'égalité des genres pour toutes les femmes et tous les hommes, filles et garçons, en particulier les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables**, dans les pays où le gouvernement du Canada est présent. Pour ce faire, le gouvernement a soutenu plusieurs initiatives visant à obtenir des résultats, dont les suivants :

- lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les pratiques préjudiciables comme les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, ainsi que la mutilation génitale féminine ou l'excision;
- soutenir et renforcer les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes afin que ceux-ci parviennent à produire des changements dans leurs pays respectifs;
- appuyer l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes visant l'égalité des genres, et qui se fondent sur des données probantes.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi environ 261 millions de dollars dans ce champ d'action, dont 249 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Nos programmes d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes et des filles ont permis d'aider 136 pays en 2023-2024. La section suivante donne des exemples de projets et de leurs incidences dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a aidé plus de 40 millions de personnes par l'intermédiaire de projets portant sur la violence sexuelle et fondée sur le genre.



Grâce à des initiatives de premier plan comme le Programme Voix et leadership des femmes et le Fonds Égalité, le gouvernement a soutenu le travail de plus de 3 000 organisations de défense des droits des femmes et mouvements féministes. En 2023-2024, le Fonds Égalité a octroyé 21,9 millions de dollars à des organisations féminines et de défense des droits des femmes dans une centaine de pays, afin de renforcer leur capacité à susciter des changements en faveur de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles au sein de leurs communautés. Le gouvernement du Canada a renouvelé son soutien au Programme Voix et leadership des femmes en s'engageant à verser 195 millions de dollars sur cinq ans et 43,3 millions de dollars chaque année par la suite. Cette aide permettra de soutenir les organisations de défense des droits des femmes et les groupes LGBTQI dans plus de 30 pays.

Combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les pratiques préjudiciables comme les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, ainsi que la mutilation génitale féminine

En 2023-2024, la contribution du Canada au [FNUAP-UNICEF Programme conjoint sur l'élimination de la mutilation génitale féminine](#) a favorisé le renforcement du pouvoir des femmes et des filles afin qu'elles comprennent et fassent valoir leurs droits à l'autonomie corporelle et qu'elles changent les normes sociales et les normes liées aux genres (Fonds des Nations Unies pour la population, 7,5 millions de dollars, 2023-2025). En tant que plus grand programme mondial de lutte contre la pratique néfaste de la mutilation génitale féminine, le programme vise à faire progresser les droits, la santé et le bien-être des femmes et des filles.

L'année dernière, plus d'un million de filles et de jeunes femmes dans 17 pays ont participé aux activités proposées par ce programme. Ces activités étaient axées sur la santé et le bien-être des femmes et des filles. La participation a largement dépassé l'objectif annuel d'un peu plus de 400 000 participants. Ce résultat a été obtenu, en partie, grâce à des clubs de filles qui ont permis de discuter des moyens d'agir pour promouvoir l'égalité des genres et prévenir la mutilation génitale féminine dans leurs communautés.

En 2023-2024, le programme a permis à plus de 50 000 chefs religieux, communautaires et traditionnels de dénoncer publiquement la mutilation génitale féminine. En outre, le programme a mis en place des systèmes de surveillance qui ont permis d'éviter approximativement 162 000 filles, âgées de 14 ans ou moins, ne subissent cette pratique néfaste. Le programme renforce la capacité des systèmes nationaux de santé, d'éducation et de protection de l'enfance à fournir des services appropriés aux filles et aux femmes. Grâce à ce soutien, plus de 900 000 filles et femmes ont pu avoir accès à des services de prévention et de protection contre la mutilation génitale féminine ou l'excision. Le programme a amené des mouvements régionaux, nationaux et locaux à plaider en faveur de l'élimination de cette pratique. En Érythrée, par exemple, le programme a favorisé la collaboration entre l'Union nationale des femmes érythréennes et les ministères, ce qui a permis à 16 sous-régions de déclarer qu'elles avaient éliminé la mutilation génitale féminine.



En 2023-2024, le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) a accordé près de 44 000 dollars à une [initiative](#) qui a permis d'améliorer l'accès des survivantes de violences sexuelles et fondées sur le genre à des soins de qualité et à des services de soutien psychosocial au Nigéria (420 000 dollars, 2023-2024). Bien que de taille modeste, le projet a permis d'aider près de 2 000 personnes, en proposant une formation à des premiers répondants, à des agents d'exécution de la loi et à des gestionnaires de cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, afin d'améliorer les soins apportés à ces survivantes.

En permettant aux survivantes de violences sexuelles et fondées sur le genre d'avoir un meilleur accès à des conseils et à des services de justice, le projet a aidé les survivantes à retrouver leur estime de soi, à reconstruire leur vie et à retrouver l'espoir. Dans de nombreux cas, l'initiative a permis aux victimes d'échapper à leurs agresseurs, de recevoir des conseils et de sortir du cycle de la violence.

Soutenir et renforcer les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes afin que ceux-ci parviennent à produire des changements dans leurs pays respectifs

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a continué à soutenir des organisations locales de défense des droits des femmes au Kenya dans le cadre d'un [projet](#) qui vise à améliorer la gouvernance, la gestion, les programmes et la durabilité de ces organisations (CARE Canada, 8 millions de dollars, 2019-2024). Ce soutien a permis aux organisations partenaires de mieux servir et défendre les femmes et les filles à un moment où le Kenya vit une augmentation de violence fondée sur le genre et de féminicides, ainsi qu'une augmentation des attaques contre la communauté 2ELGBTQI+.

En 2023-2024, le projet a financé 113 organisations de défense des droits des femmes et sept réseaux féministes. Ces organisations soutiennent divers groupes comme les femmes vivant en milieu rural, les jeunes, les femmes 2ELGBTQI+, les minorités ethniques, les veuves, les femmes en situation de handicap et les travailleuses du sexe. Grâce au projet, les organisations ont amélioré leur gouvernance, leur développement organisationnel, leur planification stratégique, leurs compétences en matière de négociation, leur gestion des risques et leur capacité à mobiliser des ressources. Par exemple, l'une des organisations, CRAWN Trust, a travaillé avec succès avec ses partenaires pour influencer six politiques nationales afin d'améliorer la vie des femmes et des filles kényanes, ce qui démontre l'efficacité de son travail de défense des intérêts et de son engagement.

Depuis janvier 2019, un [projet](#) mené au Sri Lanka a aidé 62 organisations de défense des droits des femmes à améliorer leurs systèmes de gouvernance et de gestion (Fondation pour l'Asie, plus de 2,8 millions de dollars, 2019-2023). Au cours des cinq années qu'a duré le projet, ces organisations ont adopté de bonnes pratiques qui se sont traduites par :

- une amélioration de la gestion des projets, de l'organisation et des ressources humaines;
- une amélioration de l'encadrement et des possibilités offertes au personnel;
- de meilleurs rapports et une meilleure responsabilité financière;



- une visibilité accrue des organisations de défense des droits des femmes auprès des autres donateurs;
- des partenariats accrus avec d'autres organisations et le gouvernement;
- une augmentation de la collecte de fonds;
- de meilleures approches pour défendre les droits des femmes;
- des capacités accrues en matière d'élaboration de propositions de projets, de mobilisation des donateurs, d'établissement de plans de travail, de planification, de surveillance et d'établissement de rapports.

Au niveau communautaire, les organisations de défense des droits des femmes ont sensibilisé la population aux dynamiques de genres et aux droits des femmes, et ont accru la participation des femmes. Ils ont contribué à l'élaboration de la politique nationale sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes, adoptée par le gouvernement sri-lankais en mars 2023, et au plan d'action national sur la violence sexuelle et fondée sur le genre, approuvé par le cabinet sri-lankais le 11 juillet 2024. Par conséquent, 33 organisations de défense des droits des femmes ont mentionné avoir pu participer davantage aux plateformes nationales et régionales, ce qui a contribué à faire avancer l'égalité des genres au Sri Lanka.

Appuyer l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes visant l'égalité des genres, et qui se fondent sur des données probantes

Avec le soutien du gouvernement canadien, un [projet](#) a permis d'améliorer la protection des enfants migrants et réfugiés vénézuéliens au Brésil, en particulier les adolescentes vulnérables et les jeunes de la communauté 2ELGBTQI+ dans le nord du pays (UNICEF, 5 millions de dollars, 2022-2024). En 2023, plus de 234 000 migrants et réfugiés vénézuéliens sont entrés au Brésil, dont 29 % d'enfants et d'adolescents. Plus de 5 000 de ces jeunes étaient sans papiers, non accompagnés ou séparés de leur famille, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente. Grâce en partie à l'investissement de 5 millions de dollars du gouvernement, ce projet mené par l'UNICEF a facilité l'adoption de nouvelles normes nationales pour la protection des enfants migrants. Il a permis d'améliorer les informations transmises aux autorités locales en ce qui concerne le respect des droits des enfants migrants à la documentation et à la citoyenneté.

Ce projet a permis de mettre en place un système de gestion des dossiers qui a aidé plus de 15 000 enfants et aidants vénézuéliens. En favorisant la création d'espaces sûrs et en soutenant des initiatives de santé mentale, comme le programme [Super Panas](#) (en anglais seulement), le projet a permis d'offrir des services favorisant l'égalité des genres à des adolescentes et des jeunes de la communauté 2ELGBTQI+. Il a contribué à renforcer la prévention de la violence fondée sur le genre et à promouvoir les droits des enfants et des femmes par le biais de campagnes comme les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le genre.

Au Liban, le [projet](#) Intégrer l'égalité entre les sexes au sein des institutions libanaises en 2023-2024 a permis de mener des examens et des évaluations sur l'égalité des genres au sein des institutions



nationales, dont des ministères et des agences de sécurité (PNUD, près de 3,9 millions de dollars, 2020-2024). Dix évaluations portant sur l'égalité des genres ont ainsi été réalisées, et des documents d'orientation ont été produits. Le projet a également permis d'organiser 20 séances de renforcement des capacités en matière d'égalité des genres à l'intention de 151 membres du personnel, ce qui a conduit à l'élaboration de huit documents et outils politiques tenant compte de l'égalité des genres et visant à améliorer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

Les responsables du projet ont également collaboré avec les partenaires du Plan de réponse à la crise au Liban afin d'améliorer les réponses fondées sur l'égalité des genres aux crises en cours au Liban. Par exemple, le projet a contribué à l'élaboration de 28 initiatives ayant intégré les considérations liées à l'égalité des genres et a permis d'offrir une formation sur le renforcement des capacités en matière d'égalité des genres à près de 248 partenaires du Plan de réponse à la crise au Liban. Les efforts menés dans le cadre du projet ont contribué à créer un environnement institutionnel plus inclusif et plus équitable :

- 93 % du personnel des institutions ciblées ont estimé que leurs capacités respectives en matière d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes avaient été renforcées;
- 90 % des secteurs du Plan de réponse à la crise au Liban ont amélioré leur inclusion du genre et de l'âge, obtenant la meilleure note possible sur le marqueur de genre et d'âge du Comité permanent interorganisations;
- 78 % des partenaires ciblés du Plan de réponse à la crise au Liban ont déclaré avoir tenu compte de l'analyse et des réponses en matière d'égalité des genres dans leur programmation.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du Centre de recherches pour le développement international, des Instituts de recherche en santé du Canada et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, a travaillé avec 23 équipes de recherche de pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire sur une [initiative](#) appelée « Les femmes S'ÉLÈVENT » pour améliorer la santé et le bien-être socio-économique des femmes (24 millions de dollars, 2023-2024). L'initiative se penche sur la façon dont la santé des femmes et leur travail (rémunéré ou non) se croisent et interagissent dans le contexte de la préparation, de la réponse et de la reprise après la COVID-19 dans les pays en développement. L'année dernière, les résultats des recherches du programme Les femmes S'ÉLÈVENT ont influencé l'élaboration d'un éventail de politiques dans les pays où le projet est actif afin de renforcer les protections sociales des femmes, d'améliorer leurs conditions de travail et de veiller à ce qu'elles soient mieux préparées aux futures crises. En Équateur, par exemple, le gouvernement municipal de Cuenca a amélioré la réglementation du travail afin de réduire l'exposition des gens qui ramassent les déchets aux matières présentant un risque biologique, améliorant ainsi leur santé. En Ouganda, le district de Busia a mis en place de nouveaux services pour fournir aux jeunes femmes travaillant dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle des cartes d'identité leur permettant d'accéder à des prêts financiers et à des soins de santé. Au Ghana, un projet « Les femmes S'ÉLÈVENT » contribue à la



création d'une association de commerçants et de chasseurs de viande de brousse reconnue au niveau national. Les femmes commerçantes peuvent ainsi tirer profit d'initiatives de soutien social du gouvernement, notamment de soins de santé abordables et d'autres moyens de subsistance.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles](#)

[La Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe](#)

Autre

[Digna, Centre sectoriel de prévention et de réponse à l'inconduite sexuelle dans la prestation de l'aide \(hébergé par Coopération Canada\)](#)

[À propos de Digna – Digna](#)

[Accueil – Fonds Égalité](#)

[Programme Voix et leadership des femmes](#)

Histoire de changement

[Une avancée pour les femmes et la politique en Mongolie](#)





Référence photographique : © UNICEF - Bénin, Bénin, 2024

Santé mondiale et nutrition

En 2023-2024, le contexte sanitaire mondial est resté difficile, et de multiples facteurs ont eu des effets sur la santé des populations et sur les systèmes de santé nationaux dans le monde entier. Les conflits et les crises en cours, la hausse de l'inflation et des prix des denrées alimentaires, ainsi que les événements et les conditions liés aux changements climatiques ont eu un impact considérable sur le bien-être des plus pauvres et des plus vulnérables. Ces répercussions ont été particulièrement importantes pour les femmes, les adolescents et les enfants. Les systèmes de santé, qui se reconstruisent encore après les effets persistants de la pandémie de COVID-19, continuent de se préparer et de lutter pour faire face aux menaces de maladies infectieuses existantes et émergentes. Les conflits en cours ont également perturbé les programmes de vaccination des enfants, entraînant, par exemple, la réapparition de la poliomyélite dans des régions qui en étaient auparavant exemptes.

En 2023, le nombre de personnes confrontées à la faim et à l'insécurité alimentaire dans le monde a atteint environ **733 millions** (en anglais seulement). Cela représente 1 personne sur 11 dans le monde, et 1 sur 5 en Afrique. L'insécurité alimentaire est encore plus prononcée chez les femmes et les filles, qui mangent souvent en dernier et en moins grande quantité. Dans ce contexte, le gouvernement du Canada a continué à travailler avec les parties prenantes canadiennes et internationales pour faire progresser la santé et les droits dans le monde.

La phase actuelle du rôle de chef de file du Canada en matière de santé mondiale est guidée par son **Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde**. (Engagement de 10 ans, 2020-2030). Cet engagement prévoit que les dépenses du Canada en matière de santé mondiale passeront à 1,4 milliard de dollars d'ici à 2023-2024, dont 700 millions seront consacrés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR).

L'engagement du Canada de 520 millions de dollars sur cinq ans (2021-2024) visant à favoriser la réalisation d'interventions favorisant l'égalité des genres destinées aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, qui a été pris dans le cadre du **Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance** (en anglais seulement) est une composante très importante des investissements de l'Engagement de 10 ans en matière de santé mondiale.

Le travail d'élaboration de politiques et de programmation du Canada en santé et en nutrition vise ultimement à contribuer à **une jouissance plus égale de la santé et des droits en matière de santé pour les personnes pauvres, marginalisées ou vulnérables** dans les pays où le



gouvernement du Canada est présent. Pour ce faire, le gouvernement a investi dans plusieurs projets et initiatives qui visent à obtenir les résultats attendus suivants :

- utilisation accrue de services de santé de qualité qui tiennent compte des sexospécificités;
- amélioration des pratiques et des comportements sains qui favorisent l'autonomie des femmes et la prise de décisions;
- promotion accrue des droits en matière de santé et des droits sexuels et reproductifs par les gouvernements et les principaux intervenants, et protection plus égale de ces droits.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi environ 1 402 millions de dollars dans ce champ d'action, dont 1 400 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Les programmes de santé et de nutrition que le Canada a réalisés dans le monde ont permis d'aider 141 pays en 2023-2024. La section suivante donne des exemples de projets et de leurs incidences dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Utilisation accrue de services de santé de qualité qui tiennent compte des sexospécificités

L'interruption de la couverture vaccinale des enfants dans les pays fragiles, les pays vulnérables ou les pays touchés par un conflit a entraîné une résurgence de la poliomyélite dans un certain nombre de pays. Le gouvernement du Canada a appuyé l'[Initiative](#) (en anglais seulement) mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) afin de continuer à réduire le nombre de cas de poliomyélite dans le monde, en particulier dans les pays où la maladie est régulièrement présente ([UNICEF](#), 50 millions de dollars, 2021-2023 et [Organisation mondiale de la Santé](#), 100 millions de dollars, 2021-2024).

Le soutien du gouvernement du Canada a contribué à la réalisation d'environ 120 campagnes de vaccination contre la poliomyélite dans 30 pays en 2023-2024 afin de réduire le nombre de cas de poliomyélite grâce à une méthode de vaccination porte-à-porte et à des activités de sensibilisation.

Le gouvernement du Canada a également apporté un soutien ciblé à [l'Afghanistan](#) (2021-2024, 15 millions de dollars), où l'UNICEF et l'OMS ont mis en œuvre des stratégies de mobilisation et de communication dans les communautés qui ont permis de vacciner 11,9 millions d'enfants. Les médias sociaux ont réussi à sensibiliser plus de 25 millions de personnes à la vaccination et ainsi à promouvoir davantage les campagnes de vaccination. Le gouvernement du Canada a également contribué au déploiement de plus de 9 000 mobilisateurs sociaux qui ont joué un rôle essentiel pour mobiliser les communautés et les encourager à participer aux campagnes dans les zones difficiles d'accès et à haut risque. Cette initiative a permis de fournir d'autres services de santé essentiels au peuple afghan, comme la distribution de 2,2 millions de barres de savon afin de promouvoir les pratiques d'hygiène et de prévenir la propagation d'autres maladies.



Au Bénin, au Burkina Faso et en Haïti, le gouvernement du Canada a financé un [projet](#) qui a contribué à améliorer l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive pour les personnes marginalisées et vulnérables, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (Médecins du monde Canada, 33,3 millions de dollars, 2021-2027). L'accès à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité peut s'avérer difficile pour de nombreuses adolescentes et jeunes femmes. Cela est dû à un manque de services et à des normes sociales et culturelles restrictives. Cependant, depuis le début du projet en septembre 2021, les consultations de santé sexuelle et reproductive des jeunes ont augmenté de 71 % dans les 44 centres de santé soutenus par le projet au Burkina Faso. En 2023-2024, la formation dispensée à quelque 500 prestataires de soins de santé a joué un rôle essentiel dans ce changement, car elle était tout particulièrement axée sur les besoins et les droits des adolescents et des jeunes. Ce projet est l'une des 11 initiatives financées par le Canada du programme [Santé et droits des femmes, des adolescentes et des enfants](#) dans le cadre de l'[Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde](#).

L'accès à des services de nutrition favorisant l'égalité des genres est essentiel pour veiller à l'obtention de résultats concrets en matière de santé. Par exemple, en Haïti, un [projet](#) a permis d'améliorer les services de santé intégrés pour les femmes, les adolescentes et les enfants en fournissant des services de santé essentiels, l'accent ayant été mis sur la prestation de services de nutrition favorisant l'égalité des genres pour les enfants vulnérables (FNUAP, 26 millions de dollars, 2018-2023). Depuis le début du projet en 2018, les établissements qui en ont bénéficié ont traité plus de 12 000 enfants contre la malnutrition, soit plus de 3 700 cas de malnutrition aiguë sévère et un peu plus de 8 500 cas de malnutrition aiguë modérée. En renforçant la capacité des centres de santé locaux et en utilisant une stratégie de proximité, par le biais d'un réseau de 137 agents de santé communautaires, le projet a permis d'étendre les services de nutrition aux ménages des zones reculées. Ces efforts ont ciblé les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés, qui sont confrontés à des risques accrus de complications sanitaires liées à la malnutrition.

L'innovation est également essentielle pour améliorer l'accès aux services essentiels. Dans le cadre de l'initiative [Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation](#), 12 petites et moyennes organisations (PMO) ont mis à l'essai des solutions novatrices dans le cadre du [Fonds pour l'innovation et la transformation \(FIT\)](#) en 2023-2024. Par exemple, en Éthiopie, un projet [du FIT](#) (en anglais seulement) a permis de mettre à l'essai des services d'échographie mobiles dans certains centres de santé pour femmes enceintes vivant en zones reculées (Canadian Physicians for Aid and Relief, 250 000 dollars). Bien que modeste, cet investissement a soutenu une innovation qui a amélioré l'accès aux soins prénataux pour 2 795 femmes enceintes, dépassant ainsi l'objectif initial de 23 %. Le projet a également permis de réduire les complications de grossesse non détectées de 20 % à 6 %.

Amélioration des pratiques et des comportements sains qui favorisent l'autonomie des femmes et la prise de décisions

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a continué d'investir dans des initiatives visant à faire en sorte que les enfants de moins de cinq ans reçoivent des suppléments de vitamine A, une



stratégie essentielle pour favoriser leur survie. Par exemple, le gouvernement a investi dans un [projet](#) qui vise à améliorer l'équité et l'efficacité de la distribution de suppléments de vitamine A aux enfants dans 15 pays africains (UNICEF, 34 millions de dollars, 2023-2025). Grâce à cette initiative, près de 42 000 groupes de femmes, répartis dans neuf pays africains, ont reçu les connaissances, les compétences et le soutien social nécessaires pour améliorer la nutrition des enfants. En outre, le projet a lancé huit campagnes de sensibilisation à la nutrition et aux considérations liées à l'égalité des genres dans trois pays, touchant plus de 1,9 million de femmes et 1,2 million d'hommes. Ces efforts ont permis de s'assurer que 33,8 millions d'enfants ont reçu leurs deux doses de suppléments de vitamine A. Cette mesure a été réalisée parallèlement à la formation de près de 28 000 agents de santé et responsables au sujet de l'équité entre les genres et des obstacles liés à l'égalité des genres dans la distribution de suppléments.

Par le biais d'un financement offert à Nutrition International (NI), le gouvernement du Canada a continué à promouvoir des interventions dans le domaine de la nutrition destinées à des femmes et des enfants dans plus de 60 pays. L'[initiative](#) permet de fournir une expertise technique aux gouvernements, à l'Union africaine et à d'autres organisations régionales afin de réduire les taux de malnutrition (Nutrition International, 280 millions de dollars, 2019-2025). Par exemple, en 2023-2024, NI a fourni des suppléments de vitamine A à 157 millions d'enfants. En soutenant plus de 1 000 groupes communautaires, l'organisme a contribué à accroître le pouvoir décisionnel des femmes et des filles. Ce résultat a été obtenu en partie grâce au soutien apporté aux groupes communautaires, comme les clubs de filles et les groupes de soutien aux femmes enceintes, afin qu'ils puissent parler des contraintes liées au genre et de la défense des droits. Le travail avec ces groupes a consisté à élaborer ou à modifier plus de 41 stratégies d'intervention visant à modifier les comportements, fondées sur des données probantes et favorisant l'égalité des genres.

Les [Instituts de recherche en santé du Canada](#) continuent d'investir dans la recherche en santé mondiale, en se concentrant sur trois principaux domaines : le sexe et le genre, les maladies non transmissibles et les urgences sanitaires (13,9 millions de dollars, 2023-2024). Ce financement permet de générer et d'appliquer des connaissances qui amélioreront la qualité de vie des habitants des pays en développement, du Canada et du monde entier. En partenariat avec l'Alliance mondiale contre les maladies chroniques, les Instituts de recherche en santé du Canada ont accordé une subvention pour un nouveau [projet](#) (en anglais seulement) (2 millions de dollars, 2024-2029) qui favorisera la mise en œuvre d'une intervention adaptée dans les zones mal desservies de Tamale, au Ghana, et à Montréal, au Canada, visant à promouvoir l'activité physique en milieu urbain et à améliorer la prestation de services de prévention primaire des maladies non transmissibles dans les systèmes de santé urbains.

Promotion accrue des droits en matière de santé et des droits sexuels et reproductifs par les gouvernements et les principaux intervenants et protection plus égale de ces droits

En 2023-2024, le soutien accordé par le Canada pour un projet réalisé dans la région du Tchologo en Côte d'Ivoire (projet disponible [ici](#) et [ici](#)) a permis à des femmes et à des adolescentes d'exercer



leurs droits sexuels et reproductifs et d'améliorer leur santé et celle de leurs enfants en favorisant une gouvernance et une égalité des genres plus fortes et plus inclusives en santé (Action contre la faim, 6,2 millions de dollars, 2021-2026). Ce projet a permis de former 18 fonctionnaires de l'administration publique et 46 dirigeants communautaires, ainsi que d'accroître la participation des femmes à diverses réunions de comités de gestion dans 13 des 15 centres de santé ayant bénéficié du projet. Ces efforts ont permis de renforcer l'influence des femmes et des filles sur les services de santé et de les faire participer davantage aux prises de décision et à la gestion. L'année dernière, ce projet a permis de mener des activités de sensibilisation qui ont touché plus de 192 000 personnes, dont 60 % de femmes et d'adolescentes. Ces activités ont été combinées à un soutien offert à des établissements de santé et à des efforts visant à améliorer la qualité de leurs soins grâce à la formation de leur personnel et à la modernisation de leurs infrastructures.

En 2023-2024, un [projet](#) financé par le Canada a contribué à faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs en Afrique subsaharienne, notamment en Tanzanie et au Sénégal (MSI Reproductive Choices, 10 millions de dollars, 2023-2027). En Tanzanie, le projet a permis à près de 188 000 clients de bénéficier de services de planification familiale et d'avortement sans risque, dont 21 % d'adolescents. Au Sénégal, il a permis de visiter 5 000 personnes et de fournir quelque 1 600 services de planification familiale et d'avortement sans risque. Au Sénégal et en Tanzanie, on estime que 19 500 couples ont pu profiter de services de planification familiale. Dans les deux pays, les responsables du projet continuent à travailler avec les gouvernements et divers partenaires pour réviser et développer des lignes directrices qui visent à créer un environnement plus favorable à la réalisation de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

L'[Investissement](#) du Canada dans le [Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents](#) (GFF) a contribué à d'importantes avancées structurelles qui ont renforcé la capacité des gouvernements partenaires à protéger et à promouvoir les droits en matière de santé, y compris les droits sexuels et reproductifs (fonds fiduciaires de la BIRD – Banque mondiale, 150 millions de dollars, 2021-2025). En 2023, 33 des 36 pays partenaires avaient mis la dernière main à des dossiers d'investissement prévoyant la mise en œuvre de stratégies priorisant la prise de mesures en faveur de la santé des femmes, des enfants et des adolescents. En 2023-2024, trois pays ont entamé des travaux en vue d'adopter des réformes législatives sur la santé et les droits sexuels et reproductifs :

- le Niger a adopté une réforme législative visant à inclure une éducation sexuelle complète dans les écoles;
- le Cameroun a annulé une mesure législative empêchant les filles enceintes d'aller à l'école;
- le Bénin a adopté une mesure législative améliorant l'accès des adolescents à la contraception et aux services adaptés aux besoins des jeunes.

Depuis leur adhésion au Mécanisme de financement mondial (MFM), les pays partenaires ont investi 38 % de plus du financement de la Banque mondiale dans la santé reproductive, la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, la santé des adolescents et la nutrition qu'avant leur adhésion au MFM. Cela a permis de débloquer plus de 4 milliards de dollars de financement



supplémentaire de la Banque mondiale pour des interventions à incidences élevées en faveur des femmes, des enfants et des adolescents. Ces fonds visent à améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents dans les pays partenaires, en se concentrant sur des priorités sanitaires qui n'auraient peut-être pas généré de financement autrement. Les pays partenaires du MFM continuent d'étendre la fourniture de services plus rapidement que les pays admissibles au MFM, mais qui n'ont pas encore profité d'un soutien. Tous les pays partenaires actuellement soutenus par le MFM ont enregistré une baisse des taux de natalité chez les adolescentes et de la mortalité maternelle. Presque tous les pays ont enregistré une baisse de la mortalité et des retards de croissance chez les enfants de moins de cinq ans ainsi que de la mortalité néonatale.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : Dignité humaine \(Santé et nutrition\)](#)

Rapport

[Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde : Mesurer les progrès](#)

Autre

[Innovation en santé mondiale – Grands Défis Canada](#)

Histoire de changement

[Des médecins qui font la différence en Bolivie](#)





Référence photographique : © UNICEF/UNI680043/Noorani, Ghana, 2024

Croissance économique inclusive

Ce champ d'action vise à contribuer à **l'amélioration du bien-être et des droits économiques des personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles, ainsi que les personnes en situation de handicap**. Ce **champ d'action** soutient les interventions dans les pays où le gouvernement du Canada est présent et qui sont touchés par la pauvreté persistante et extrême. Pour ce faire, le gouvernement a financé une série de projets et d'initiatives dans le cadre de ce champ d'action, qui visent à obtenir les résultats suivants :

- réduire les obstacles au renforcement du pouvoir économique des femmes;
- bâtir des économies plus inclusives et durables;
- renforcer la résilience économique.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi environ 952 millions de dollars dans ce champ d'action, dont 828 millions sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Nos programmes de croissance économique inclusive ont permis d'aider 140 pays en 2023-2024. La section suivante donne des exemples de projets et de leurs incidences dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Réduire les obstacles au renforcement du pouvoir économique des femmes

En Éthiopie, le gouvernement du Canada a investi dans un [projet](#) qui améliore la prise de décision, le contrôle des ressources et le leadership chez les femmes entrepreneurs (fonds fiduciaires de la BIRD – Banque mondiale, 16 millions de dollars, 2019-2024). Le projet améliore l'accès des femmes au financement en proposant des options financières innovantes par l'intermédiaire des banques. Il favorise l'élaboration de programmes et de politiques qui s'attaquent aux défis et aux obstacles auxquels sont confrontées tout particulièrement les entrepreneures. À la fin du mois de mars 2024, le projet avait permis de lancer un total de 14 projets pilotes, dépassant l'objectif initial de 12. Sept d'entre eux étaient axés sur les services de soutien aux entreprises et sept sur les services financiers adaptés aux besoins des entrepreneures. Les services financiers fournis dans le cadre de ce projet sont les suivants :

- gestion financière ou expertise comptable;
- prêts numériques sans garantie;



- paiements numériques;
- financement de l'adaptation au climat pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises.

Jusqu'à présent, quatre institutions financières proposent à des femmes entrepreneures des prêts basés sur les flux de trésorerie (prêt lié au chiffre d'affaires de l'entreprise), des prêts basés sur des tests psychométriques (évaluation du prêt basé sur les traits de personnalité) et des financements basés sur les revenus (prêts remboursés en pourcentage du chiffre d'affaires de l'entreprise). Au total, six institutions financières éthiopiennes proposent désormais des services financiers innovants qui aident les femmes entrepreneures qui, autrement, n'auraient pas eu accès au capital pour faire avancer leurs projets d'entreprise.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi dans un [projet](#) qui a renforcé le pouvoir économique et la résilience des agricultrices de la région de Casamance, au Sénégal, en augmentant la disponibilité de produits et de services financiers adaptés à leurs besoins et l'accès à ceux-ci (SOCODEVI, plus de 9,8 millions de dollars, 2021-2026). Les représentants du projet collaborent avec des coopératives communautaires et des institutions financières régionales pour renforcer leurs capacités à élaborer et à mettre en œuvre des modèles commerciaux innovants pour la distribution d'assurances agricoles aux femmes et aux groupes de femmes.

L'année dernière, le projet permis d'offrir à près de 8 000 femmes une formation sur l'éducation financière, dépassant l'objectif initial de 7 000. Pour répondre aux besoins des agricultrices, 155 organisations, dont des coopératives agricoles et des systèmes financiers décentralisés, se sont vu proposer des services adaptés au climat, comme des assurances agricoles et des informations sur le climat. Cela représente plus de trois fois le nombre d'organisations atteintes en 2022-2023. Grâce à ce projet, on estime à 1,2 million de dollars le montant des prêts accordés aux femmes et couverts par une assurance agricole dans les zones ciblées du sud et du centre du pays. Le projet vise à renforcer la capacité de la compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal et des institutions financières nationales à élaborer et à fournir des produits et des services qui répondent aux besoins des femmes. En 2023-2024, plus de 844 000 assurés ont été enregistrés, dont environ 258 000 femmes. Les bénéficiaires directs représentent 7 000 femmes membres de 150 groupes agricoles dans les régions rurales de Casamance.

Le gouvernement du Canada a investi dans un [projet](#) en Égypte qui favorise le renforcement du pouvoir économique des femmes (ONU, Femmes, 8,9 millions de dollars, 2019-2026). Plus de 7 500 Égyptiennes ont été formées aux techniques après-récolte en 2023-2024, dont 214 femmes en situation de handicap. Soixante-dix-neuf pour cent des femmes ayant profité d'une formation ont ensuite pu trouver un emploi. En outre, plus de 300 femmes entrepreneures ont pu profiter d'un accompagnement portant sur les modèles d'entreprise durables. Près de 800 femmes supplémentaires ont eu accès à des services financiers et non financiers. Le projet a permis de créer plus de 500 nouveaux emplois, dont 94 % sont occupés par des femmes. Quatre-vingt-huit pour cent de ces emplois sont proposés par des entreprises qui ont recours à des procédés respectueux de l'environnement, comme le recyclage et l'utilisation efficace des ressources. L'année dernière, en ce qui concerne l'appui institutionnel, le projet a permis de renforcer la



prestation de services favorisant l'égalité des genres dans divers ministères afin d'améliorer leurs services d'appui aux entreprises ainsi que la planification et la budgétisation favorisant l'égalité des genres. Cet objectif a été atteint grâce à une série d'ateliers qui ont permis d'acquérir des compétences pratiques en matière d'analyse des problèmes et d'élaboration de programmes à l'aide du cadre logique, en intégrant les principes d'égalité des genres et de renforcement du pouvoir des femmes. En collaboration avec le Conseil national pour les femmes, ONU Femmes a fourni une assistance technique au ministère des Finances pour élaborer des outils de financement innovants, en mettant tout particulièrement l'accent sur les obligations favorisant l'égalité des genres dans le cadre du financement souverain durable de l'Égypte. En outre, une intervention sur la budgétisation favorisant l'égalité des genres a bénéficié d'un soutien en collaboration avec le ministère des Finances et neuf autres ministères.

Bâtir des économies plus inclusives et durables

En Afrique de l'Est et de l'Ouest, un [projet](#) sur le leadership et l'investissement permis d'accroître le nombre de débouchés économiques pour les groupes marginalisés afin d'améliorer leur bien-être social et économique (Acumen Fund Inc., 4,8 millions de dollars, 2020-2025). En 2023-2024, le projet a eu un impact positif sur 15 100 personnes, dont la moitié étaient des femmes. Les responsables du projet ont notamment aidé des entreprises à vocation sociale à offrir des biens et des services essentiels. Cela a permis à des entreprises en phase de démarrage en Éthiopie, au Ghana et au Kenya de se développer et de créer de nouvelles occasions d'emploi. L'année dernière, plus de 240 chefs d'entreprise émergentes de 11 pays ont participé aux programmes de développement du projet et 70 entrepreneurs ont participé à des programmes d'accélération spécialisés. Presque tous les participants ont indiqué qu'ils avaient tiré profit du programme, notamment en élargissant leurs réseaux professionnels. Dans l'ensemble, les entreprises ayant bénéficié du projet ont proposé des solutions innovantes à plus de 56,9 millions de personnes, dépassant ainsi l'objectif de 40 millions de personnes. En outre, 84 % des personnes ayant profité du projet ont dit avoir amélioré leur qualité de vie.

En 2023-2024, une initiative financée par le Canada a permis d'améliorer l'accès au travail et aux possibilités d'emploi indépendant pour les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées de Cisjordanie, en particulier les femmes. Le [projet](#) a facilité l'accès aux marchés nationaux et internationaux pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes (Cowater International Inc., 9,9 millions de dollars, 2018-2024). L'année dernière, le projet a aidé des productrices en les mettant en contact avec les marchés locaux et d'exportation, dont ceux des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Israël et du Canada. Ce soutien a contribué à bâtir une économie plus inclusive en aidant des femmes entrepreneures à développer leurs activités et à augmenter leurs revenus.

Le projet favorise également la croissance d'une économie verte en Cisjordanie en aidant des entreprises détenues par des femmes dans le secteur des énergies renouvelables. Le projet a contribué à la création d'une entreprise d'audit énergétique détenue par des femmes, et deux autres entreprises sont en processus d'autorisation. Le projet s'est concentré sur l'amélioration de



la compétitivité et de la durabilité des entreprises dirigées par des femmes en renforçant les capacités techniques, commerciales et de gestion des microentreprises et des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes.

En 2023-2024, le gouvernement canadien a contribué à améliorer la protection des migrants vulnérables en Amérique latine. Il a aidé les pays d'origine, de transit et de destination à mieux répondre aux migrations à grande échelle et aux déplacements forcés dans la région et à mieux les gérer. Au Costa Rica par exemple, le gouvernement du Canada a collaboré avec l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres organismes pour appuyer la réalisation de réformes juridiques visant à élargir le système de traçabilité des migrations de main-d'œuvre. Le système permet de surveiller le transit des travailleurs migrants et de fournir des documents d'identité en temps réel, conférant ainsi aux travailleurs un statut migratoire au Costa Rica. Les réformes ont permis d'élargir le nombre de secteurs compris dans le système, de l'agriculture à la construction, en passant par le transport de marchandises ou de personnes. Cela a permis de garantir aux travailleurs migrants un meilleur accès à des services et à des débouchés économiques.

Renforcer la résilience économique

À Cuba, le gouvernement du Canada finance un [projet](#) qui améliore la sécurité financière et la résilience économique des Cubains les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier les femmes vivant en milieu rural, en renforçant trois chaînes de production fruitière (Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], 7,5 millions de dollars, 2017-2024). Malgré les difficultés économiques persistantes, le projet a permis en 2023 à près de 1 900 producteurs de fruits, dont plus de 500 femmes, d'améliorer leurs rendements. Par exemple, la production de fruits a explosé dans la ville d'Alquízar, les rendements de mangues ayant augmenté de 116 % et ceux de goyaves de 328 %. Agrofrutales a donné la priorité à l'intégration des femmes, en doublant le nombre de femmes présidentes de coopératives et en portant à 51 % la représentation des femmes dans les postes de décision. Le projet a soutenu 12 entreprises dirigées par des femmes et a installé des micro-industries qui ont transformé 2,4 tonnes de fruits par heure, ajoutant plus de 2,7 millions de dollars en valeur. En facilitant la transformation des fruits excédentaires, Agrofrutales a permis aux agriculteurs de réduire les pertes après récolte et de s'assurer de nouvelles sources de revenus. En outre, le projet a fourni une formation complète, des équipements et une assistance technique. Il a donné aux femmes vivant dans les régions rurales les moyens de résister aux chocs économiques, de diversifier leurs revenus et de contribuer de manière importante à la sécurité alimentaire et à la résilience de Cuba.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : La croissance au service de tous](#)

Histoire de changement

[À son tour de croître](#)





Référence photographique : © Fundação José Silveira, Brésil, 2023

Climat et environnement

Les changements climatiques et la perte de biodiversité constituent une menace croissante pour la planète, les humains et les espèces. La crise climatique exacerbe les vulnérabilités préexistantes et contribue à l'insécurité. Elle menace les progrès du développement à long terme en matière de [santé](#), de [sécurité alimentaire](#) et d'[économie](#) (en anglais seulement). Les pays en développement sont souvent les plus durement touchés et les moins bien équipés pour prévenir les conséquences des changements climatiques et y faire face.

Le financement nécessaire pour lutter contre les changements climatiques et la perte de biodiversité est immense. Selon le groupe d'experts indépendants de haut niveau sur le financement de la lutte contre les changements climatiques, les estimations suggèrent qu'il faudrait jusqu'à [6 500 milliards de dollars américains](#) (en anglais seulement) chaque année, pour tous les pays, d'ici 2030 pour atteindre les objectifs de l'[Accord de Paris](#). Selon le [Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal](#), [700 milliards de dollars américains par année](#) (en anglais seulement) sont nécessaires pour combler le déficit de financement afin d'enrayer ou d'inverser la perte de biodiversité et de protéger les espèces vulnérables. Toutefois, les finances publiques ne suffiront pas à répondre à ce niveau d'investissement nécessaire. Le secteur privé doit jouer un rôle important dans les efforts mondiaux visant à atteindre les niveaux d'investissement requis pour bâtir des communautés à faible émission de carbone et résilientes aux changements climatiques.

En 2023-2024, le financement climatique du Canada a aidé les gouvernements nationaux et locaux du monde entier, en particulier dans les Caraïbes, à renforcer 290 lois, politiques ou programmes dans des domaines comme le développement économique, le logement, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles. Le gouvernement du Canada a également encouragé l'élaboration ou l'adoption de 53 lois, politiques ou programmes supplémentaires axés précisément sur [des solutions fondées sur la nature](#). Ces nouvelles lois, politiques et programmes ont renforcé les mesures en faveur du climat liées à l'[économie circulaire](#), à la conservation, à la gestion des pâturages, à la gestion des eaux transfrontalières et au suivi des progrès vers les [contributions déterminées au niveau national](#).

Ce champ d'action vise à contribuer à l'**amélioration de l'état de l'environnement et de la résilience climatique des populations les plus marginalisées et les plus vulnérables et des générations futures, en particulier les femmes et les filles**, dans les pays où le gouvernement



du Canada est présent. Pour ce faire, le gouvernement a investi dans une série de projets et d'initiatives visant à obtenir les résultats suivants :

- renforcer la gouvernance environnementale et le pouvoir des femmes;
- mobiliser les entreprises pour améliorer la performance environnementale;
- promouvoir les pratiques environnementales qui appuient des communautés saines, résilientes et adaptatives.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi environ 1 342 millions de dollars dans ce champ d'action, dont 877 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle sur la base de l'équivalent-subvention. Nos programmes en matière de climat et d'environnement ont permis d'aider 138 pays en 2023-2024. La section suivante donne des exemples de projets de première importance et de leurs incidences dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Le financement du Canada dans le domaine du climat et de l'environnement a permis à des pays en développement de réduire, d'éviter ou d'éliminer 282 mégatonnes d'émissions de dioxyde de carbone de l'atmosphère. Il a permis d'appuyer des initiatives d'adaptation aux changements climatiques qui ont bénéficié à 7,7 millions de personnes.

Le gouvernement du Canada a mis en place des fonds bilatéraux pour le climat avec la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, le groupe de la Banque interaméricaine de développement (BID) et le groupe de la Banque mondiale. Ces fonds sont conçus pour catalyser les investissements des secteurs public et privé qui, autrement, n'auraient pas lieu en raison des barrières commerciales dans les pays en développement. Ces obstacles sont notamment le faible retour sur investissement, le caractère innovant de la technologie proposée en matière de climat ou le risque perçu par rapport au risque réel, qui est en partie dû à l'instabilité politique ou sociale. Ces fonds pour le climat ont représenté une grande partie de la mobilisation du secteur privé pour le financement climatique du Canada en 2023, qui a permis de mobiliser 1,19 dollar pour chaque dollar dépensé.

Renforcer la gouvernance environnementale et le pouvoir des femmes

Les effets des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes liées au climat sont ressentis de manière disproportionnée par les personnes pauvres, notamment les agriculteurs et les agricultrices des communautés rurales. L'assurance contre les risques climatiques peut faciliter le rétablissement en cas de catastrophe. Les catastrophes climatiques touchent les femmes et les hommes de manière différente, et les produits d'assurance contre les risques doivent répondre aux besoins des hommes comme des femmes. En 2023-2024, les responsables du [projet](#) de la Capacité africaine de gestion des risques (Programme alimentaire mondial, 17 millions de dollars, 2023-2026) et du [projet](#) du Centre d'excellence sur des solutions intelligentes en matière de genre (Société allemande pour la coopération internationale, 2,3 millions de dollars, 2021-2026) ont



collaboré pour dispenser une formation sur l'égalité des genres en agriculture et en assurance contre les risques de catastrophes climatiques à 1 350 experts en assurance et évaluateurs de risques. Ils ont mis en relation les stagiaires avec des experts du monde universitaire, du secteur privé et de la Banque mondiale afin :

- de renforcer les compétences en matière de conception de produits d'assurance contre les risques tenant compte de la spécificité des genres;
- d'élaborer des politiques visant à combler les lacunes en matière d'égalité de genres et à promouvoir une assurance inclusive contre les risques;
- de renforcer les capacités de leadership des femmes dans les organismes de réglementation des assurances.

En 2023-2024, un [projet](#) financé par le Canada a contribué à améliorer les moyens de subsistance des femmes dans les régions rurales éloignées d'Éthiopie, du Kenya et de Tanzanie grâce à l'utilisation d'approches agroécologiques (SeedChange, près de 15 millions de dollars, 2021-2026). Le projet a permis d'aider des organisations de défense des droits des femmes et des organisations agricoles pour :

- faire progresser l'adaptation au climat;
- accroître la sécurité alimentaire;
- renforcer l'égalité des genres;
- réduire la violence sexuelle et fondée sur le genre.

L'année dernière, le projet a permis d'offrir à plus de 7 500 personnes une formation sur les stratégies, les technologies et les pratiques agroécologiques afin de réduire la vulnérabilité climatique et de renforcer les connaissances sur le renforcement du pouvoir des femmes. Grâce à ce projet, 55 organisations communautaires rurales et acteurs du secteur privé ont commencé à offrir un soutien financier et technique à des agricultrices. Depuis son lancement en 2021, le projet a permis de veiller à ce que 78 % des membres de la communauté pratiquent l'utilisation durable des ressources de la biodiversité agricole. Il s'agit notamment de systèmes de conservation des semences dans les exploitations agricoles et les banques de semences communautaires, de la multiplication des semences, de l'agroforesterie, ainsi que de la sélection et de l'amélioration des variétés de cultures adaptées aux conditions locales.

L'année dernière, le gouvernement du Canada a continué d'apporter son soutien au [Réseau international de forêts modèles \(RIFM\)](#), le plus grand réseau mondial consacré à la gouvernance durable du paysage. En 2023-2024, le Secrétariat du RIFM a mis en œuvre la deuxième année de ses [plateformes](#) qui lui permettront d'élargir son leadership fondé sur la nature (18,7 millions de dollars, 2022-2026). L'année dernière, le RIFM Climat a financé 10 partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ce qui a permis l'obtention des résultats suivants :

- plus de 240 hectares de terres ont été restaurées ou réhabilitées à l'aide de solutions fondées sur la nature et favorisant l'égalité des genres;



- plus de 800 personnes ont reçu une formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de solutions climatiques fondées sur la nature;
- 47 leaders forestiers de la prochaine génération ont reçu des bourses d'études.

Ces investissements ont permis à de jeunes leaders de poursuivre des études supérieures dans des domaines liés à la restauration des forêts et des paysages, aux changements climatiques et à la gestion durable des forêts. Ces nouveaux chefs de file pourront désormais exercer une influence positive sur leurs communautés, leurs paysages et les récits véhiculés dans le monde au sujet des mesures pouvant être prises en faveur du climat et de la biodiversité.

Mobiliser les entreprises pour améliorer la performance environnementale

Dans le cadre de la [Phase 1](#) (BID, 250 millions de dollars, 2012-2037) et de la [Phase 2](#) (BID, 223,5 millions de dollars, 2019-2044) de l'initiative du [Fonds canadien pour le climat pour le secteur privé dans les Amériques](#) (en anglais seulement), des prêts offerts à des taux inférieurs à ceux du marché combinés à du financement supplémentaire offert par la Banque interaméricaine de développement visent à stimuler les investissements climatiques du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cela permet de lancer de grands projets dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, des biocarburants ou de l'agriculture et de la sylviculture durables. En raison de leur caractère innovant, il ne serait pas possible de financer ces projets s'ils dépendaient de prêts commerciaux classiques. Jusqu'en décembre 2023, la BID a approuvé 35 projets de lutte contre les changements climatiques dans 15 pays d'Amérique latine et un projet dans les Caraïbes. Ces projets devraient permettre d'éviter l'émission de 9,2 mégatonnes de gaz à effet de serre. Ils permettent d'offrir des emplois à des femmes et à des groupes minoritaires dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM). Une troisième phase de l'initiative, le [Fonds d'accélération net zéro et de résilience climatique](#), a été annoncée en mars 2024. Le fonds continuera à encourager les investissements du secteur privé dans des projets qui aideront les économies d'Amérique latine et des Caraïbes à devenir moins intensives en carbone, plus résistantes aux changements climatiques et plus inclusives. Le fonds devrait attirer 2,7 milliards de dollars américains supplémentaires des secteurs privé et public. Pour chaque dollar investi, l'objectif est de générer 8 dollars d'investissements totaux, dont 2 provenant du secteur privé.

En outre, le gouvernement du Canada a contribué au [Fonds Gigaton](#) (Mirova Gigaton Fund S.A., 42 millions de dollars, 2023-2038) qui soutient les investissements privés dans les petites et moyennes entreprises des pays en développement d'Afrique, d'Asie et des Amériques. Ce financement a permis de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté. Jusqu'en décembre 2023, le Fonds a contribué à fournir à plus de 260 000 personnes un accès nouveau ou amélioré à l'énergie et à soutenir plus de 1 400 emplois, tout en mobilisant environ 34 millions de dollars de capitaux privés.



Le soutien du Canada à l'[Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables](#) a permis d'améliorer l'accès à l'énergie durable et la résilience climatique dans toute l'Afrique, en mettant l'accent sur des solutions favorisant l'égalité des genres (Société financière internationale, 150 millions de dollars, 2017-2040). Cette initiative mobilise le potentiel d'énergie renouvelable de l'Afrique pour générer 300 GW de capacité supplémentaire d'ici 2030. À ce jour, 80 millions de dollars ont été investis dans des projets solaires, hydroélectriques et de mini-réseaux à travers le continent.

En 2023-2024, l'initiative a fourni un financement concessionnel de 25 millions de dollars américains à une entreprise du secteur privé pour qu'elle propose des solutions modulaires d'énergie solaire photovoltaïque et de stockage de batteries au Tchad et au Cameroun. Cela permettra d'ajouter 71 MW aux réseaux nationaux et de réduire les émissions annuelles de carbone de 62 200 tonnes. Un autre prêt concessionnel de 10 millions de dollars américains a permis à la [Facilité pour l'inclusion énergétique](#) (en anglais seulement) de fournir un financement par emprunt à des entreprises du secteur des énergies renouvelables décentralisées, y compris des opérateurs de mini-réseaux et des petits producteurs d'électricité indépendants. L'année dernière, l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables a mis en place un [programme Energy2Equal](#) (en anglais seulement) qui vise à combler les disparités entre les genres et à renforcer la participation des femmes dans des postes de direction et des fonctions techniques dans le secteur des énergies renouvelables. En associant l'expansion de l'énergie propre à des efforts visant à améliorer l'inclusion, le partenariat entre le Canada et l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables ouvre la voie pour permettre de trouver des solutions commerciales à la crise climatique et à ses répercussions sur l'Afrique.

L'investissement du Canada dans un projet (lien vers le projet [ici](#) et [ici](#)) d'énergie durable en Jordanie a permis d'améliorer les moyens de subsistance des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans les communautés pauvres de la région de la vallée du Jourdain grâce à des solutions d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique (Cowater International Inc., 24,4 millions de dollars, 2016-2023). En améliorant les compétences et les perspectives d'emploi dans le secteur des énergies renouvelables, en particulier pour les femmes et les jeunes, le projet a accéléré la croissance de ce secteur. Au cours des huit dernières années, le projet a permis d'améliorer l'accès et le recours à des énergies renouvelables et à des solutions d'efficacité énergétique dans les régions de Deir Alla et d'Ajloun. Cela a permis d'améliorer l'accès à l'énergie propre pour près de 77 000 personnes. Le projet a permis d'améliorer à la fois la connaissance des solutions énergétiques propres et les possibilités d'emploi pour les travailleurs qualifiés dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Jordanie. Grâce à ce projet, 315 personnes ont trouvé un emploi, dont 1 243 femmes. Quelque 1 500 personnes ont reçu une formation, dont plus de 50 femmes et environ 1 000 jeunes, renforçant ainsi leurs capacités à élaborer et à mettre en œuvre des solutions pour passer à l'énergie propre. Les activités du projet ont abouti à la création de cinq politiques, mécanismes ou procédures visant à soutenir la croissance du secteur des microentreprises et des petites entreprises d'énergie renouvelable en Jordanie.



Accroître les pratiques environnementales qui appuient des communautés saines, résilientes et adaptatives

Le gouvernement du Canada aide les riverains des fleuves et des côtes de pays en développement à améliorer les méthodes de gestion des espèces envahissantes, à renforcer la gestion des aires marines protégées et des bassins versants, à restaurer les mangroves et à réhabiliter les récifs. Par exemple, en 2023-2024, le Canada a financé une [initiative](#) visant à réaliser 22 projets visant à trouver des solutions fondées sur la nature pour renforcer la résilience aux changements climatiques ainsi que les économies et les communautés dans 14 États insulaires du Pacifique (Agence française de développement, 10 millions de dollars, 2020-2027). Ces projets ont permis de réhabiliter, de protéger, de conserver ou de gérer durablement plus de 27 500 hectares d'environnement terrestre ou marin. Ils ont également permis de renforcer la capacité d'adaptation de plus de 10 500 personnes, dont 4 000 femmes. Kiwa a formé plus de 200 personnes, dont 60 % de femmes, dans les domaines suivants :

- l'égalité des genres et l'inclusion sociale;
- la gestion des écosystèmes marins;
- les garanties environnementales et sociales;
- la conception et la mise en œuvre de projets visant à trouver des solutions fondées sur la nature.

Le projet a permis à 165 organisations communautaires de jouer un rôle de premier plan dans l'application d'approches fondées sur les écosystèmes pour gérer des aires marines protégées, la biodiversité des bassins versants et la pêche communautaire. Le projet a permis de renforcer les capacités de ces organisations à diriger la restauration des récifs et des mangroves, à prévenir le braconnage et à développer l'adaptation des crêtes aux récifs en tant qu'approche de réhabilitation.

Au Nicaragua, le gouvernement canadien a financé un [projet](#) qui a stimulé les investissements dans des technologies durables et favorisant l'égalité des genres pour améliorer de manière équitable et durable les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et des petites exploitantes agricoles (PAM, 3 millions de dollars, 2020-2024). Ce projet a transformé la résilience et le renforcement du pouvoir économique dans le pays, en particulier pour les agricultrices présentes dans les zones rurales traditionnellement dominées par les hommes. Le projet a entre autres entraîné une réduction de 27 % de l'utilisation des méthodes de survie d'urgence par les ménages, dépassant l'objectif initial de 7 %. Sur plus de 2 500 bénéficiaires, 90 % étaient des femmes, ce qui montre que le projet a réussi à renforcer la stabilité économique des femmes. En outre, le projet :

- a permis à plus de 4 500 agriculteurs d'adopter une agriculture adaptée au climat;
- a doublé le nombre de femmes présidentes d'organisations agricoles, ce qui a renforcé la représentation des femmes dans les processus décisionnels;
- a permis la création de 30 groupes de renforcement du pouvoir économique des femmes, comptant environ 1 000 femmes et favorisant l'acquisition de compétences essentielles en matière d'éducation financière et de commercialisation;



- a permis à près de 370 femmes de participer à des activités à valeur ajoutée, de réaliser une marge bénéficiaire moyenne de 30 % et de réduire leur dépendance à l'égard des cultures sensibles au climat.

En renforçant le pouvoir des femmes et la résilience des communautés, le projet a permis de stimuler le développement agricole durable et favorisant l'égalité des genres, et de mieux outiller les bénéficiaires pour qu'ils puissent faire face aux défis économiques et environnementaux.

L'année dernière, en Indonésie, un [projet](#) axé sur la résilience climatique a contribué à l'intégration des stratégies de croissance verte dans les plans de développement provinciaux en offrant une formation à des organisations de la société civile et des organisations de défense des droits des femmes (Centre mondial de l'agroforesterie, 17 millions de dollars, 2021-2025). Par exemple, dans le sud de Sumatra, le sud de Sulawesi et l'est de Nusa Tenggara, les évaluations stratégiques de l'environnement ont été améliorées en intégrant des considérations liées à la croissance verte, aux besoins en matière d'égalité des genres, à l'atténuation des changements climatiques, à l'utilisation durable des terres et à la sécurité alimentaire. Grâce à l'aide du Canada, le projet a également permis :

- de réaliser deux plans de gestion forestière;
- de créer trois bases de données hydrologiques;
- de produire deux rapports techniques sur l'analyse de l'identification des eaux souterraines et des zones essentielles pour la gestion des bassins versants;
- de créer 52 entreprises agroforestières communautaires dirigées par des femmes;
- de créer 42 parcelles de démonstration et 60 jardins potagers municipaux.

Les plans de gestion forestière et les bases de données hydrologiques créés dans ces écosystèmes essentiels renforcent les approches en matière d'utilisation durable des ressources naturelles, de protection de la biodiversité et de gestion de l'eau. Ces outils renforcent la capacité des communautés et des autorités locales à prendre des décisions éclairées pour améliorer la sécurité de l'eau, la résistance au climat et aux catastrophes et les pratiques agricoles durables.

Ces initiatives ont contribué de manière importante à l'avancement des pratiques de gestion durable des paysages. Le fait de travailler simultanément aux niveaux provincial et communautaire a permis de s'assurer que les fonctionnaires provinciaux disposent des politiques, des outils et des connaissances nécessaires pour soutenir les populations locales. Ce soutien les aide à passer à des pratiques agricoles adaptées au climat et à rendre leurs chaînes d'approvisionnement locales plus résistantes aux changements climatiques.

Aux côtés d'Affaires mondiales Canada, Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) fournit du financement relatif au climat à des pays en développement dans le cadre de l'engagement du Canada de 5,3 milliards de dollars visant à soutenir des activités qui aident les communautés vulnérables à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter. En 2023-2024, le gouvernement du Canada a annoncé plusieurs initiatives dans le cadre de cet engagement,



totalisant plus de 998 millions de dollars de financement pour lutter contre les changements climatiques à l'échelle internationale. Ce financement a été réparti ainsi :

- 16 millions de dollars pour faire face aux pertes et aux dommages;
- 175,25 millions de dollars pour l'adaptation;
- 8,8 millions de dollars en faveur de la gouvernance climatique inclusive;
- 24,2 millions de dollars pour l'atténuation;
- 773,93 millions de dollars d'aide transversale.

Le financement climatique du Canada a eu un impact mesurable depuis le lancement de l'engagement de 2,65 milliards de dollars en 2015. Le programme devrait permettre de réduire ou d'éviter plus de 514 mégatonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et permettre à plus de 14 millions de personnes d'accroître leur résilience face aux changements climatiques.

Ce financement permet de renforcer la résilience par rapport aux effets du climat, d'améliorer la préparation en cas de catastrophe et de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants climatiques. Il s'agit notamment d'abandonner la production d'électricité à partir du charbon. Les projets financés par le biais du financement climatique du Canada contribuent également à faciliter l'accès des pays en développement au financement climatique, à promouvoir une gouvernance inclusive de l'action climatique et à soutenir la collaboration internationale et la recherche sur l'environnement et l'action climatique.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : L'environnement et l'action pour le climat](#)

Histoire de changement

[Agir au-delà des mots : RESTAURacción](#)





Référence photographique : © Imbawula/Triangle Project, Gosego Mosegedi, Afrique du Sud, 2023

Gouvernance inclusive

Comme elle se concentre sur l'amélioration des capacités et de la responsabilité de l'État, la gouvernance inclusive est essentielle à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Toutefois, il s'agit d'un vaste sujet, qui comporte des défis notables dans de nombreux pays, notamment :

- l'instabilité régionale et les conflits;
- le déclin de la démocratie;
- le recul de la protection des droits de la personne et l'influence croissante du mouvement contre l'égalité des genres;
- le risque croissant de crises de la dette;
- la concurrence mondiale concernant les règles de la fiscalité internationale, la réglementation de l'intelligence artificielle et les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais critiques.

Le gouvernement du Canada continue de plaider en faveur d'une gouvernance démocratique inclusive et de la protection des droits de la personne. Le champ d'action de la gouvernance inclusive vise à contribuer à **l'amélioration de l'égalité et de la jouissance des droits de la personne pour les personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes**, dans les pays où le gouvernement du Canada est présent. Pour ce faire, le gouvernement a investi dans une série d'initiatives visant à :

- promouvoir et protéger les droits de la personne;
- assurer un accès équitable à la justice;
- permettre la participation à la vie publique;
- veiller à ce que les services publics soient au service de tous.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi environ 481 millions de dollars dans ce champ d'action, dont 397 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Nos programmes de gouvernance inclusive ont permis d'aider 149 pays en 2023-2024. La section suivante donne des exemples de projets et de leurs incidences dans ce champ d'action.



Point de mire sur les réussites

Promouvoir et protéger les droits de la personne

Le gouvernement du Canada a continué à définir le rôle que joue la migration de la main-d'œuvre dans la création d'une croissance stable et inclusive dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) par le biais du [projet](#) (en anglais seulement) TRIANGLE in ASEAN (Organisation internationale du travail, 9,5 millions de dollars, 2015-2025). L'objectif du projet, qui est de maximiser la contribution de la migration de la main-d'œuvre au développement dans la région de l'ANASE grâce à une répartition plus équitable des avantages, a été atteint en renforçant les cadres de gouvernance de la migration de la main-d'œuvre et en donnant aux travailleurs migrants les moyens de connaître et de revendiquer leurs droits à un travail décent. En 2023-2024, le projet a contribué à l'adoption de trois politiques clés aux niveaux régional et national, dont une déclaration de l'ANASE sur la protection des travailleurs migrants dans les situations de crise, et des lignes directrices connexes pour leur mise en œuvre. D'autres résultats importants ont été obtenus :

- en soutenant 59 événements et possibilités de formation, qui ont touché plus de 2 500 stagiaires de gouvernements, d'employeurs, de travailleurs et d'organisations de la société civile aux niveaux régional, national, provincial et local;
- en transmettant à plus de 1,5 million de personnes dans la région de l'ANASE de l'information sur la main-d'œuvre migrante équitable grâce à des produits informatifs, de sensibilisation et d'autres matériel de communication;
- en contribuant à la recommandation du 16^e forum de l'ANASE sur le travail des migrants visant à rendre les voies de migration légale plus équitables et inclusives en s'attaquant à la violence et aux barrières discriminatoires à l'égard des travailleurs vulnérables.

Dans le monde entier, les personnes, les communautés et les organisations 2ELGBTQI+ continuent d'être confrontées à de la discrimination. Le gouvernement du Canada s'emploie à promouvoir la protection des droits fondamentaux des membres de la communauté 2ELGBTQI+ dans les pays en développement. Le gouvernement a financé un [projet](#) en collaboration avec le secrétariat du réseau The Commonwealth Equality Network's (TCEN) (Kaleidoscope Trust, 625 000 dollars, 2021-2026), qui illustre le pouvoir transformateur de la prise de mesures collectives et de l'établissement de partenariats stratégiques. Par exemple, en 2023-2024, grâce à leur travail mené en collaboration avec des partenaires locaux au Botswana, les responsables du projet ont plaidé avec succès pour l'adoption de politiques de soins de santé adaptées aux membres de la communauté 2ELGBTQI+. En outre, le projet a réussi :

- à dispenser une formation aux organisations membres du TCEN sur la défense de la protection et de l'avancement des droits de la personne des 2ELGBTQI+ dans les instances du Commonwealth;
- à mener des recherches sur les diverses expériences vécues par les personnes 2ELGBTQI+ dans les pays en développement;



- à fournir des conseils techniques à des responsables gouvernementaux qui mettent en lumière les droits fondamentaux des membres de la communauté 2ELGBTQI+ et les sujets qui les touchent dans les pays du Commonwealth.

Reconnaissant que les droits fondamentaux du travail font partie intégrante des droits de la personne, le projet de renforcement de l'inspection du travail dans le secteur cambodgien du vêtement a permis de réaliser des avancées significatives en matière de droits de la personne en améliorant les conditions de travail dans les usines d'articles de voyage et de sacs en 2023-2024. Financé par Emploi et Développement social Canada et mis en œuvre par Better Factories Cambodia, le projet s'est concentré sur la promotion de la conformité en matière de santé et de sécurité dans l'industrie du vêtement par le biais de 10 activités de renforcement des capacités. Ces activités comprenaient des séances de formation sur :

- les processus et les outils d'évaluation;
- les évaluations en matière de besoins;
- la conception et l'animation d'ateliers efficaces pour les formateurs;
- la sensibilisation des formateurs à la violence et au harcèlement fondés sur le genre;
- la conception de programmes d'études;
- la liberté d'association, l'égalité des genres et les compétences en matière de communication et de facilitation.

Ces activités ont profité directement à une centaine de participants, dont 44 inspecteurs provinciaux du travail, 32 fonctionnaires nationaux du travail, 15 formateurs du National Institute of Labour et neuf fonctionnaires de l'association Textile, Apparel, Footwear and Travel Goods du Cambodge et du Cambodia Garment Training Institute. En responsabilisant ces personnes, le projet a contribué à renforcer la capacité des inspecteurs du travail, de la sécurité au travail et de la santé à mener des inspections efficaces, promouvant ainsi des environnements de travail plus sûrs et plus équitables dans les usines de confection du Cambodge.

Assurer un accès équitable à la justice

En 2023-2024, un [projet](#) réalisé au Honduras a fait progresser l'accès équitable à la justice pour les femmes confrontées à la violence fondée sur le genre ainsi que pour les groupes marginalisés comme la communauté 2ELGBTQI+ (Avocats Sans Frontières Canada, 16,8 millions de dollars, 2018-2026). Le projet favorise l'établissement d'un environnement juridique dans lequel les groupes vulnérables peuvent obtenir une justice juste et équitable. Par exemple, le projet a permis d'assurer une défense dans le cadre de 92 affaires, dont 34 nouvelles cette année, grâce à un soutien durable offert à quatre bureaux juridiques spécialisés. Plus de 900 personnes, dont près de 450 femmes, en ont bénéficié. Ces efforts ont permis d'améliorer l'accès des groupes marginalisés à des aides juridiques essentielles et de s'attaquer directement aux obstacles à la justice qui affectent de manière disproportionnée les populations vulnérables.



Le soutien du Canada a permis à Avocats Sans Frontières Canada d'apporter une aide essentielle à des organisations locales qui consignent les cas de violations des droits de la personne commises à l'encontre des femmes afro-descendantes Garifuna et des personnes vivant avec le VIH. Ce soutien a permis de mener des poursuites sans précédent, notamment dans le cadre d'une affaire de stérilisations forcées. Ce projet a renforcé la capacité des organisations locales à :

- défendre les victimes de la discrimination et de la violence intersectionnelles;
- défendre les droits des femmes marginalisées et demander des comptes aux auteurs des délits;
- s'établir en tant qu'acteurs juridiques reconnus.

Grâce à des activités de défense des droits et à des partenariats stratégiques, Avocats Sans Frontières Canada a facilité l'abrogation de décrets restrictifs qui entravaient auparavant les enquêtes sur la corruption. Cela a indirectement favorisé une plus grande transparence du système judiciaire du pays et un meilleur accès à celui-ci.

En 2023-2024, un [projet](#) mené en Irak a amélioré l'accès à des institutions et à des services judiciaires formels ou informels équitables, inclusifs et favorisant l'égalité des genres (UNICEF, près de 1,8 million de dollars, 2022-2024). Grâce au soutien du gouvernement, le projet a permis de former 53 membres du personnel des centres de jeunesse soutenus par le gouvernement à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et à la promotion d'initiatives de développement de la jeunesse plus inclusives. Cela a permis d'accroître la participation dans les centres de jeunesse soutenus par le gouvernement et de favoriser l'intégration des considérations liées à l'égalité des genres dans les programmes de renforcement du pouvoir des jeunes. Par exemple, plus de 900 jeunes ont été sélectionnés pour le projet, dont plus de la moitié étaient des filles, afin de participer à des groupes consultatifs de jeunes dans l'Anbar, à Bagdad et à Bassora. La participation des jeunes à des activités d'engagement civique et à des initiatives communautaires a amélioré leur accès à des services inclusifs et favorisant l'égalité des genres et leur a donné les moyens de défendre leurs droits et ceux de leurs pairs.

Permettre la participation à la vie publique

L'année dernière, le gouvernement du Canada a soutenu un [projet](#) qui a contribué à hauteur de 1 million de dollars à un fonds commun multidonateurs visant à assurer la transparence et l'inclusivité du cycle électoral de 2023 en Sierra Leone, en particulier pour les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap (PNUD, 1 million de dollars, 2023-2024). En particulier, le fonds a soutenu le renforcement des capacités, la sensibilisation du public et l'engagement civique des organes de gestion des élections, notamment la commission électorale, le système judiciaire et la police. Les principales activités du projet étaient :

- la formation de 90 candidates afin d'accroître la participation des femmes et de remédier aux disparités entre les genres dans le domaine de la politique;
- la participation de plus de 32 000 jeunes à des activités de sensibilisation;
- la formation de 1 800 membres de comités locaux d'éducation électorale afin de renforcer la mobilisation de la communauté et de soutenir la participation des personnes en situation de handicap aux élections.



Le projet s'est appuyé sur une plateforme numérique qui a vérifié 270 demandes du public sur diverses questions liées au processus électoral. Cela a permis de lutter contre la désinformation et la désinformation et de promouvoir un discours public fondé sur des faits. À l'issue de ces élections, 41 femmes ont été élues membres du Parlement, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 17 femmes élues lors des élections précédentes. En outre, 167 femmes ont également été élues aux conseils locaux, ce qui représente le pourcentage le plus élevé de l'histoire du pays.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a soutenu une [initiative](#) qui a contribué à renforcer le pouvoir politique et à accroître la jouissance des droits au Pakistan (Trust for Democratic Education and Accountability, 5 millions de dollars, 2019-2023). Ce projet visait plus particulièrement les jeunes femmes, les groupes marginalisés et les personnes à risque. En 2023-2024, le projet a permis à plus de 59 000 femmes d'obtenir leurs documents d'identité officiels et de s'inscrire sur les listes électorales, ce qui a porté le nombre total de femmes bénéficiaires à près de 300 000 depuis le début du projet.

Veiller à ce que les services publics fonctionnent pour tous

En Afrique du Sud, le gouvernement du Canada a soutenu un [projet](#) visant à renforcer l'éthique et l'intégrité (Cowater International Inc., 5,9 millions de dollars, 2018-2025). Le gouvernement a contribué à la création de l'unité d'éthique, d'intégrité et de gestion de l'administration publique d'Afrique du Sud. Plus précisément, le gouvernement du Canada a aidé la nouvelle unité à créer un modèle d'entreprise, à obtenir un financement et à recruter le personnel nécessaire. Jusqu'en mars 2024, le projet a permis d'aider le gouvernement sud-africain :

- en fournissant du soutien technique à 36 ministères;
- en formant plus de 2 500 fonctionnaires;
- en établissant des politiques nationales de lutte contre le harcèlement;
- en élaborant un guide sur les conflits d'intérêts;
- en créant une stratégie de gestion disciplinaire et en lançant un site Web à ce sujet.

Grâce à ces efforts et à l'amélioration de la gestion de l'éthique, du respect des politiques et des capacités consultatives en matière de corruption, le projet contribue à renforcer la fonction publique.

Au Liban, le soutien du Canada à plusieurs projets vise à améliorer la prise de décision, la participation et le leadership des femmes et des jeunes, et à promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion sociale. En 2023-2024, ces projets ont atteint des objectifs qui ont bénéficié aux communautés les plus vulnérables et marginalisées du Liban, notamment les femmes, les jeunes filles et les enfants. Par exemple, un [projet](#) a soutenu les coopératives et associations de femmes dans le secteur agroalimentaire (FAO, plus de 6,3 millions de dollars, 2018-2024). Ce projet a eu une grande incidence sur la participation économique et le leadership des femmes au sein des coopératives, favorisant leur rôle décisionnel dans les économies locales. En soutenant 143 petites entreprises agroalimentaires, ce projet a bénéficié à plus de 2 700 personnes, dont une majorité de



femmes. Cela s'est traduit par une augmentation du volume de 177 % pour les entreprises et de 191 % au chapitre des revenus.

Au Ghana, un [projet](#) visant à améliorer l'efficacité et la responsabilité dans la prestation de services de 13 entités sélectionnées, dont la Commission du service public du Ghana, a reçu un soutien essentiel en 2023-2024. Ce soutien provient d'un financement de 35 millions de dollars de la Banque mondiale et d'une assistance technique fournie par la Commission de la fonction publique (CFP) du Canada. La CFP a notamment accueilli une délégation du Ghana pour un voyage d'études en octobre 2023. Cela a permis à la délégation de mieux comprendre les stratégies adoptées par le gouvernement du Canada pour intégrer les considérations liées à l'égalité des genres, à l'inclusion et au recrutement inclusif fondé sur le mérite. Ces activités ont aidé la Commission des services publics du Ghana à définir les lacunes dans sa politique de mise en œuvre de l'égalité des genres. Elles ont également permis de progresser vers le résultat escompté, à savoir l'intégration des considérations liées à l'égalité des genres dans la fonction publique ghanéenne et l'inclusion de la dimension de genre à tous les niveaux. À la fin du projet, en juin 2024, les six plans d'action institutionnels sur le genre, y compris celui de la Commission du service public du Ghana, ont été mis en œuvre et achevés.

En tant que membre de l'Union postale universelle (UPU), Postes Canada soutient les activités de développement et de coopération de l'UPU. Ces activités améliorent la qualité du service postal dans le monde entier et contribuent à réduire le fossé qui existe entre les pays industrialisés et les pays en développement en matière de services postaux. Il s'agit notamment de former le personnel du service postal régional et de fournir des équipements postaux aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement. L'objectif est de combler les lacunes logistiques et d'améliorer leur préparation opérationnelle au commerce électronique. En 2023-2024, des fonds ont également été alloués aux activités de l'UPU en matière de gestion des risques de catastrophes et d'aide d'urgence. Par exemple, la poste ukrainienne a reçu un financement pour acquérir l'équipement nécessaire au rétablissement de ses services postaux. Des projets ont également été lancés pour restaurer le réseau postal pakistanais après les inondations de 2022 et pour rétablir les services dans les régions de Turquie et de Syrie touchées par le tremblement de terre de 2023.

Depuis que le gouvernement du Canada a lancé la [Plateforme de partage des connaissances pour les administrations fiscales](#) (KSP_{TA}) en 2016, celle-ci a contribué à renforcer les compétences techniques. Elle a également permis de faire progresser le développement professionnel du personnel des administrations fiscales travaillant dans les pays en développement. Dirigé par l'Agence du revenu du Canada, le programme donne accès à un large éventail de contenus fournis par les principales administrations fiscales du monde entier. Le projet propose une formation virtuelle, l'accès à une communauté d'experts fiscaux et des supports d'apprentissage qui fournissent des conseils sur les meilleures pratiques internationales dans des domaines comme l'égalité des genres, la diversité, l'inclusion et la gouvernance. Une autre initiative clé en 2024 a été la formation régionale sur la fiscalité internationale et le secteur des industries extractives, organisée par l'OCDE et le Forum intergouvernemental sur les mines, les minéraux, les métaux et



le développement durable, en partenariat avec le Forum africain de l'administration fiscale et la Banque asiatique de développement. Cette formation a permis à plus de 550 participants de s'informer sur les récents développements en matière de fiscalité internationale applicables aux industries extractives. Elle a également offert des idées pratiques pour améliorer la perception des recettes minières et a favorisé des discussions ouvertes avec des fonctionnaires d'autres pays. La Plateforme de partage des connaissances pour les administrations fiscales compte actuellement plus de 36 000 utilisateurs enregistrés, représentés par 209 administrations et 30 organisations régionales ou internationales.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a également apporté son soutien aux pays en développement pour qu'ils relèvent les défis fiscaux et améliorent la mobilisation des ressources nationales. L'année dernière, l'Agence du revenu du Canada a accueilli une délégation de six fonctionnaires de la Direction générale des impôts de la Côte d'Ivoire pour une visite d'étude de quatre jours. Elle s'est concentrée sur l'amélioration de la mobilisation des recettes et de la conformité des contribuables, y compris l'utilisation d'outils et de logiciels. L'ARC a accueilli une délégation de neuf fonctionnaires de la Ghana Revenue Authority pour une visite d'étude de deux jours visant à renforcer les capacités du Ghana en matière d'engagement des clients et de respect volontaire des obligations fiscales. L'objectif de cette visite était de discuter de l'expérience canadienne en matière de conformité fiscale volontaire, d'échanger des connaissances sur l'approche de l'Agence du revenu du Canada en matière de prestation de services, de simplification des procédures fiscales et d'éducation des contribuables. Ces visites d'étude ont permis d'améliorer les connaissances et de renforcer la capacité fiscale et les systèmes fiscaux dans les deux pays. Depuis la visite de la délégation ghanéenne, l'administration fiscale du Ghana a offert à ses fonctionnaires une formation sur l'empathie et le service à la clientèle, et a réorienté ses priorités d'entreprise pour se concentrer sur le respect volontaire des obligations fiscales et l'excellence du service à la clientèle.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : La gouvernance inclusive](#)

Autre

[Programme de Partenariat d'assistance technique – Ministère de la Justice du Canada](#)

[Programme de Partenariat d'assistance technique – Commissariat à la magistrature fédérale Canada](#)

[Programme de Partenariat d'assistance technique – Ressources naturelles Canada](#)

Histoire de changement

[Mobiliser l'excellence : tirer parti de l'expertise canadienne pour répondre aux besoins d'assistance technique](#)





Référence photographique : © GRC, Vietnam, 2023

Paix et sécurité

Ces dernières années, la violence armée, les crises humanitaires et la menace du terrorisme et de la criminalité transnationale se sont intensifiées dans le monde entier. Les conflits au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et en Europe de l'Est ont déplacé des millions de personnes, déstabilisé la gouvernance locale et mis à mal la démocratie, la sécurité, les infrastructures et la stabilité économique. Alors que les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi que les cybermenaces, se multiplient dans un contexte d'instabilité géopolitique, le besoin d'une aide internationale pour soutenir les objectifs de paix et de sécurité se fait de plus en plus pressant.

Le gouvernement du Canada contribue depuis longtemps à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans le monde. Pour répondre efficacement à l'évolution des menaces et des crises en matière de sécurité, le gouvernement fournit cette aide par le biais des programmes spécialisés suivants :

- [Programme pour la stabilisation et les opérations de paix](#)
- [Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion](#)
- [Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité](#)
- [Programme de renforcement des capacités antiterroristes](#)
- [Programme canadien de réduction de la menace liée aux armes](#)

Les responsables de ces programmes travaillent en collaboration avec les services de sécurité d'autres ministères et organismes gouvernementaux. Cette collaboration dote le Canada d'une capacité unique à contribuer à la stabilité internationale et à réaliser ses priorités en matière de sécurité nationale et de politique étrangère. Au fur et à mesure de l'évolution des contextes géostratégiques, ces programmes s'adaptent en permanence pour relever les défis en matière de sécurité, en s'alignant sur les intérêts et les priorités du Canada.

Grâce à sa programmation en matière de paix et de sécurité, le gouvernement du Canada renforce la capacité locale et régionale à répondre aux questions émergentes et évolutives. Il s'agit notamment de collaborer directement avec des États fragiles et touchés par un conflit, et de s'attaquer aux problèmes de prolifération associés à certains États. La programmation en matière de paix et de sécurité s'attaque également aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, renforce la cybersécurité, lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale



organisée, défend l'intégrité électorale et encourage la stabilité mondiale et la résilience démocratique.

En fin de compte, ce champ d'action vise à contribuer à **l'amélioration de la paix et de la sécurité pour les Canadiens et pour les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles**, dans les contextes fragiles et touchés par les conflits et dans les situations où le gouvernement du Canada est présent. Pour ce faire, le gouvernement a investi dans une série de programmes et d'initiatives qui visent à obtenir des résultats dans les domaines suivants, en garantissant une approche favorisant l'égalité des genres et conforme aux droits de la personne :

- faire face aux conflits violents et à la fragilité;
- réformer les systèmes de sécurité et réduire les menaces qui pèsent sur la sécurité;
- renforcer les efforts des organisations internationales en matière de paix et de sécurité.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a investi environ 306 millions de dollars dans ce champ d'action, dont 208 millions de dollars sont considérés comme de l'aide au développement officielle. Nos programmes de paix et de sécurité ont permis d'aider 151 pays en 2023-2024. La section suivante donne des exemples de projets et de leurs incidences dans ce champ d'action.

Point de mire sur les réussites

Faire face aux conflits violents et à la fragilité

En 2023-2024, le Programme des opérations de paix et de stabilisation du Canada a contribué à l'amélioration de la responsabilisation en matière de violence sexuelle liée aux conflits. En Ukraine, un [projet](#) (PNUD, plus de 4,5 millions de dollars, 2023-2024) a contribué à soutenir les droits et les besoins des survivants de violences sexuelles liées aux conflits. Il a également fait participer la société civile et les organisations dirigées par des femmes pour améliorer les réponses à l'échelle du système, tant au niveau national qu'au niveau de la communauté.

Grâce à ce projet, le gouvernement du Canada a aidé diverses entités des Nations Unies à améliorer les politiques, les orientations et les outils pour mettre en œuvre les mesures de soutien à la violence sexuelle liée aux conflits et le programme de paix et de sécurité, ainsi que pour s'attaquer aux causes profondes de ce type de violence à l'égard des femmes. En 2023-2024, les responsables de la mise en œuvre du projet ont organisé des ateliers basés sur des scénarios sur le renforcement de la responsabilité centrée sur la victime pour les crimes de violence sexuelle liés aux conflits en Ukraine. Au cours de ces ateliers, 75 enquêteurs, procureurs et juges de sept régions ont acquis une meilleure compréhension de la manière d'enquêter et de poursuivre les affaires dans leur cadre juridique national et en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Les réformes juridiques en Ukraine comprenaient la rédaction de la loi 9351, la loi sur la protection des victimes de violences sexuelles liées aux conflits. Cette loi préconise l'inclusion de dispositions relatives aux « crimes contre l'humanité » dans le Code criminel afin de



renforcer la justice pour les crimes de violence sexuelle liés aux conflits, et les efforts visant à améliorer les procédures d'enquête préliminaire et les procédures judiciaires dans les affaires pénales. En outre, 192 experts des médias et de la communication, dont deux tiers de femmes, ont reçu une formation sur les médias axés sur les survivants, sensibles au genre et tenant compte des traumatismes, ainsi que sur le traitement éthique des cas de violences sexuelles liées aux conflits. Au cours de cette formation, les participants ont également discuté de l'élaboration d'un protocole national de gestion clinique et de procédures médico-légales en cas de viol. Dans le cadre de ce projet, l'OMS a formé 230 médecins de soins de santé primaires dans 10 régions d'Ukraine aux services de lutte contre les violences sexuelles et fondées sur le genre liées aux conflits.

En 2023-2024, le [Programme du Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion](#) du Canada a financé un projet (Transparency International [TI], près de 2,3 millions de dollars, 2023-2026) qui a amélioré la transparence du financement politique et l'égalité des genres en Indonésie et au Venezuela.

En Indonésie, le programme a mobilisé près de 44 000 personnes dans le cadre d'une campagne de surveillance préélectorale dans 11 villes. Cette campagne a révélé des écarts entre le financement déclaré et le financement réel des partis politiques, y compris des inégalités financières fondées sur le genre. Cela a abouti à la formation d'une coalition visant à promouvoir une plus grande responsabilité lors des élections générales et régionales de 2024 en Indonésie, dont les résultats ont été rapportés par 14 médias. Au Venezuela, TI a lancé un vaste programme de renforcement des compétences préélectorales visant à mieux informer les citoyens sur la base de données probantes et à renforcer les mécanismes de responsabilité en vue d'une élection équitable. Le projet a permis à 40 membres de la société civile d'utiliser des outils de surveillance pour mettre en évidence les abus de ressources de l'État et les fraudes électorales. Le programme a permis de consigner plus de 300 violations en lien avec la neutralité de l'État. Près de 500 personnes, membres de la société civile, représentants de partis politiques et indépendants ont participé à une série de 28 ateliers sur les violations du financement politique et la responsabilité. Collectivement, ces processus ont permis de mieux informer les citoyens et de renforcer les mécanismes de responsabilité.

En septembre 2024, les responsables du programme avaient organisé à ce jour cinq consultations régionales mobilisant 52 sections locales de TI ainsi qu'un événement mondial auquel ont participé 26 organisations. Le programme a conduit à des recommandations politiques sur la mise en œuvre d'une nouvelle norme mondiale sur l'intégrité du financement politique et l'égalité des genres. Les recommandations se fondent sur des études d'experts concernant les abus de pouvoir, les obstacles financiers auxquels se heurtent les femmes et le financement illicite.

En 2023-2024, le gouvernement du Canada a continué à respecter son engagement de construire un monde plus sûr par le biais de l'Arrangement sur la police civile au Canada. Dans le cadre de cet accord, le [Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix](#) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a déployé plus de 40 policiers canadiens dans 12 missions internationales dans dix pays. Ces déploiements ont permis de reconstruire ou de



renforcer les services de police dans des pays en proie à des conflits ou à des bouleversements. Par exemple, le personnel déployé au sein de l'équipe policière spécialisée dans les violences sexuelles et fondées sur le genre de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo a organisé 23 séances de formation à l'intention de plus de 400 membres de la police nationale congolaise. Ces séances de formation ont renforcé la capacité des forces de l'ordre locales à aider les victimes de violences sexuelles fondées sur le genre, tout en maintenant et en promouvant la paix et la sécurité et la protection de tous les civils.

Au Mozambique, le gouvernement du Canada a soutenu un [projet](#) visant à renforcer la résilience des personnes déplacées et des communautés d'accueil (ONU-HABITAT, 2 millions de dollars, 2022-2025). La province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, est en proie à une insurrection armée depuis 2017, qui a fait des milliers de morts et plus d'un million de déplacés. Avec le soutien des autorités locales, les responsables du projet ont travaillé avec des femmes et des filles déplacées dans la ville de Pemba pour les aider à faire face aux défis d'une augmentation massive de la population. En 2023-2024, des activités comme les suivantes ont été réalisées :

- faciliter la planification participative et inclusive sur le plan de l'égalité des genres dans des quartiers;
- soutenir la fourniture et la gestion des services sociaux;
- promouvoir la construction communautaire d'infrastructures et de services publics prioritaires;
- renforcer les capacités des autorités et des communautés locales.

Ce projet a permis d'améliorer les conditions de vie des femmes et des filles vulnérables au sein des communautés d'accueil. Par exemple, le projet a permis d'achever la conception de 8 bâtiments communautaires destinés à héberger des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des communautés d'accueil à Pemba. Il a permis la mise en œuvre d'activités de santé mentale et de soutien psychosocial à base communautaire pour les populations déplacées et les communautés d'accueil. En outre, le projet a formé 200 femmes du quartier Mahate de Pemba à devenir autonomes au niveau économique, en particulier pour gérer des entreprises et créer des associations locales.

En 2023-2024, un [projet](#) a contribué à renforcer le pouvoir des femmes, des filles et d'autres personnes vulnérables au Mali en promouvant les droits de la personne, l'égalité des genres et la paix (Avocats Sans Frontières Canada, 16 millions de dollars, 2021-2026). Le projet soutient plus de 500 000 personnes par le biais de campagnes d'éducation, de services juridiques et psychologiques, de prévention des conflits et de formation juridique. En mars 2024, plus de 12 000 personnes ont pu améliorer leur capacité à faire progresser les droits de la personne et 28 500 autres avaient utilisé les services des cliniques mobiles. Grâce à ce projet :

- 12 cas de violation des droits de la personne sont en cours;
- 12 organisations de la société civile ont bénéficié d'un soutien;



- 62 actions de défense des droits ont été menées;
- 46 émissions de radio ont sensibilisé le public aux mariages forcés et aux violences sexuelles;
- 575 agents de changement ont reçu une formation sur la défense de l'égalité des genres et des droits de la personne dans leurs communautés.

Bien que l'instabilité politique persistante et les problèmes de sécurité nécessitent des efforts continus pour renforcer le pouvoir des femmes et faire en sorte que leurs opinions fassent partie intégrante des processus de réconciliation au Mali, le projet a progressé dans la promotion de la participation des femmes, des filles et d'autres populations vulnérables à la consolidation de la paix et aux processus de prise de décision.

Réformer les systèmes de sécurité et réduire les menaces qui pèsent sur la sécurité

En 2023-2024, le Programme canadien de réduction de la menace liée aux armes a continué à renforcer la réponse mondiale aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, ainsi qu'aux menaces posées par les armes conventionnelles. Par exemple, le gouvernement du Canada s'est associé au World Institute of Nuclear Security dans le cadre d'un [projet](#) interrégional visant à améliorer la gestion des menaces à la sécurité nucléaire et radiologique par les professionnels de la sécurité nucléaire (World Institute of Nuclear Security, près de 4,8 millions de dollars, 2021-2023). Le projet visait à offrir des chances équitables aux femmes dans le secteur de la sécurité nucléaire. En janvier 2024, la majorité des participants à l'enquête (75 % des femmes et 81 % des hommes) ont déclaré avoir amélioré leur rendement global en tant que professionnels de la sécurité nucléaire grâce au projet. En outre, 88 % des participants aux cours de cybersécurité du projet et 83 % des personnes interrogées dans le cadre des cours de sécurité des transports ont déclaré avoir amélioré leur capacité à faire face aux menaces et aux risques dans ces domaines, réduisant ainsi le risque de détournement des matières nucléaires et radiologiques à des fins malveillantes.

L'année dernière, le gouvernement du Canada a continué à coopérer activement avec des partenaires aux vues similaires pour faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité dans le monde. Le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité a financé un [projet](#) (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime [ONUDC] et Agence des services frontaliers du Canada, près de 3,1 millions de dollars, 2023-2026) visant à lutter contre le problème mondial des drogues synthétiques. Il a permis de former et d'équiper des fonctionnaires de première ligne et des experts en criminalistique afin d'améliorer les réponses nationales et régionales à la menace des drogues synthétiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. En date de 2023, 13 pays ont effectué 58 000 vérifications de drogues à l'aide de nouvelles machines fournies dans le cadre de cette initiative. Cela a conduit à une augmentation importante des saisies de drogues à grande échelle (88 kg en 2023 contre 11,6 kg en 2022) et à l'identification de 92 nouvelles substances psychoactives. Par le biais du projet :

- 195 experts médico-légaux de 12 pays ont été formés;



- 590 personnes travaillant dans le domaine de la police scientifique et de l'application de la loi ont été contactées par le biais d'outils en ligne;
- près de 1 900 participants ont bénéficié d'un apprentissage en ligne.

En outre, le projet a joué un rôle dans les changements législatifs au Chili, au Salvador, au Guatemala et à Trinité-et-Tobago, ce qui a permis de contrôler 44 nouvelles drogues synthétiques.

Dans le cadre du Programme de renforcement des capacités antiterroristes, le gouvernement du Canada a financé un projet (lien vers le projet [ici](#) et [ici](#)) (Organisation internationale de police criminelle [INTERPOL], plus de 2 millions de dollars, 2023-2025; INTERPOL, plus de 1,8 million de dollars, 2023-2025) visant à renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le projet a permis d'offrir une formation spécialisée, un soutien technique et des équipements aux agents responsables de l'application de la loi dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Ainsi, près de 350 agents de première ligne du Liban, de Jordanie, de la Libye et d'Algérie ont reçu une formation sur les capacités, les outils et les équipements d'INTERPOL et ont participé à trois opérations régionales, qui se sont soldées par des résultats positifs :

- plus de 12 millions de vérifications croisées;
- 70 résultats positifs liés au terrorisme dans les bases de données d'INTERPOL;
- plus de 3 000 kg de cocaïne saisis;
- le démantèlement de plusieurs réseaux criminels liés à la production de documents de voyage frauduleux et au trafic d'armes à feu illicites et de voitures de luxe.

En collaborant avec des organisations multilatérales afin de soutenir des programmes régionaux ou nationaux ciblés, le gouvernement du Canada a renforcé la capacité des États bénéficiaires à enquêter et à répondre aux menaces posées par le terrorisme et la criminalité transnationale.

Renforcer les efforts des organisations internationales en matière de paix et de sécurité

En 2023-2024, l'aide du Canada a permis d'améliorer l'accès à la formation au maintien de la paix avant les déploiements et d'améliorer la capacité des soldats de la paix à s'acquitter de leurs tâches en cours de mission. Le soutien du gouvernement du Canada à l'[Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix](#) a permis aux Nations Unies de lever les obstacles à la participation significative des femmes en uniforme aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Par exemple, le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix du Canada a financé un [projet](#) visant à élaborer, mettre en œuvre et intégrer des conceptions et des lignes directrices tenant compte de la dimension de genre dans les logements des camps de l'ONU (United Nations Department of Operational Support, près de 10 millions de dollars, 2021-2026). En septembre 2023, 13 missions de l'ONU avaient fait état de la mise en œuvre d'un grand nombre de recommandations en matière de conception, comme des améliorations tenant compte de l'égalité des genres dans les logements, les salles de bain et les espaces de loisirs. Ces améliorations favorisent l'intégration des femmes en uniforme dans les missions de l'ONU, contribuant ainsi à leur bien-être et à leur participation significative aux missions de maintien de la paix.



Dans le cadre de l'initiative Elsie, le gouvernement du Canada a soutenu un [projet](#) visant à promouvoir des stratégies, des politiques et des formations sensibles au genre pour le maintien de la paix par l'intermédiaire du Département des opérations de paix des Nations Unies (Département des opérations de paix, plus de 5,2 millions de dollars, 2022-2025). En 2023-2024, dans le cadre de ce projet, les soldats de la paix de l'ONU ont été formés aux mesures et stratégies nécessaires pour accélérer les progrès en matière de parité des genres, de diversité et d'inclusion, ainsi qu'à la prévention et à la réponse à l'exploitation et aux abus sexuels du personnel civil et en uniforme. Selon le Département des opérations de la paix, ce projet a contribué de manière significative au partage des connaissances et au renforcement des politiques et des orientations. Il a permis d'améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des données sur l'égalité des genres et les femmes dans les opérations de paix au sein des départements des Nations Unies responsables des opérations de paix, du soutien opérationnel, de la gestion et de la conformité.

En 2023-2024, le [Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix \(PIP\)](#) de la GRC a continué à dépasser l'objectif de l'ONU de 30 % de participation des femmes en uniforme aux missions de maintien de la paix d'ici 2028. En fait, l'année dernière, les femmes représentaient environ 42 % de tous les policiers déployés dans le cadre du PIP de la GRC. Le programme comprend une formation d'aide à l'évaluation de pré-sélection pour permettre aux femmes policières de postuler à des missions de maintien de la paix de l'ONU. Voici quelques exemples de cours :

- une formation d'aide à l'évaluation de pré-sélection qui s'est tenue à Djibouti, avec 268 participants internationaux;
- une formation d'aide à l'évaluation de pré-sélection entièrement féminine qui s'est tenue au Rwanda et auquel ont participé 110 agentes internationales.

Grâce à ces cours, la GRC a aidé l'ONU à augmenter le nombre de femmes policières déployées dans les missions.

En savoir plus sur ce thème

Politique

[Politique de champ d'action : La paix et la sécurité](#)

Autre

[Programme pour la stabilisation et les opérations de paix](#)

[Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion](#)

[Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité](#)

[Programme de renforcement des capacités antiterroristes](#)

[Programme canadien de réduction de la menace liée aux armes](#)

Histoire de changement

[La lutte contre la désinformation lors des élections en Afrique de l'Ouest](#)

